

DOCS  
CA1  
EA507  
C18  
FRE  
v. 21  
Winter  
2004 -  
Spring  
2004  
Copy 1

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E  
3 5036 01029502 3

# Canada regard sur le monde

NUMÉRO 21 • HIVER-PRINTEMPS 2004

## Afrique Forger l'avenir

- Stephen Lewis —  
L'impératif moral  
du Canada
- Les bourses  
du Commonwealth :  
quatre décennies  
plus tard



## Au sujet de **Canada** — **Regard sur le monde**

*Canada* — *Regard sur le monde* donne un aperçu des questions de politique étrangère dans une perspective canadienne et traite des initiatives et contributions du gouvernement du Canada dans le domaine des affaires internationales. *Canada* — *Regard sur le monde* est un magazine trimestriel publié en français et en anglais par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

Mary Gooderham  
Directrice de la rédaction

### Pour communiquer avec nous :

*Canada* — *Regard sur le monde*  
Ministère des Affaires étrangères  
et du Commerce international  
125, promenade Sussex, BCS C-2  
Ottawa (Ontario) K1A 0G2  
Télécopieur : (613) 992-5791  
Courriel : [rsm-cwv@dfait-maeci.gc.ca](mailto:rsm-cwv@dfait-maeci.gc.ca)

### Message aux abonnés :

Aidez-nous à tenir nos dossiers à jour. Si vous déménagez, recevez plus d'un exemplaire de *Canada* — *Regard sur le monde* ou souhaitez annuler votre abonnement, faites les corrections voulues en lettres moulées sur votre étiquette d'adresse (couverture arrière) et retournez-nous l'étiquette par la poste ou par télécopieur. N'oubliez pas d'inclure votre code client.

### Nouveaux abonnements (par courriel) :

*Canada* — *Regard sur le monde*  
est disponible à [www.dfait-maeci.gc.ca/canada-magazine](http://www.dfait-maeci.gc.ca/canada-magazine), où il est aussi possible de s'abonner en direct pour recevoir le magazine par courriel.

### Nouveaux abonnements (par la poste) :

Pour recevoir des exemplaires gratuits de ce magazine et d'autres publications du MAECI par la poste, adressez-vous au :  
Service de renseignements (SXC1)  
Ministère des Affaires étrangères  
et du Commerce international  
125, promenade Sussex  
Ottawa (Ontario) K1A 0G2  
Téléphone (sans frais) : 1 800 267-8376  
ou (613) 944-4000  
Télécopieur : (613) 996-9709  
Courriel : [enqserv@dfait-maeci.gc.ca](mailto:enqserv@dfait-maeci.gc.ca)

### Notre couverture

À Tamale, au Ghana, une usine bénéficiant de l'aide canadienne au développement produit des pièces de rechange pour la machinerie utilisée dans les opérations minières et agricoles. Sans cette usine, il faudrait importer ces pièces. Le Ghana Regional Appropriate Technology Industrial Service a été mis en place pour promouvoir la croissance industrielle à petite échelle, accroître les revenus et améliorer les possibilités d'emploi, ainsi que pour favoriser le développement du Ghana, un pays où le Canada mène une action convergente de coopération.

photo : ACIDI-CIDA/Pierre St-Jacques

ISSN 1491-4573

Postes Canada, n° de convention 40064047

# À PROPOS DE CE NUMÉRO

Dans les deux derniers numéros de *Canada* — *Regard sur le monde*, nous avons invité nos lecteurs à nous dire ce qu'ils pensent de cette publication et à nous indiquer les sujets qu'ils aimeraient y voir traités, notamment au chapitre de la politique étrangère du Canada, de la diversité culturelle et linguistique, et des activités et programmes internationaux. Il nous a fait plaisir de recevoir autant de réponses intéressantes. Nos lecteurs apprécient les articles sur la politique étrangère du Canada et sa présence à l'étranger, les numéros thématiques et les sujets variés abordés. Ils aiment aussi le style concis et la présentation soignée du magazine. Ils souhaiteraient un traitement plus équilibré et approfondi de toute une gamme de sujets et que ceux-ci soient présentés dans une perspective inédite. Les histoires vécues par des Canadiens à l'étranger les intéressent vivement; ils voudraient donc que le magazine en contienne davantage.

L'équipe de rédaction de *Canada* — *Regard sur le monde* a déjà tenu compte des suggestions et commentaires reçus. Ils sont reflétés dans le présent numéro, qui est presque entièrement consacré aux relations du Canada avec l'Afrique et à nos initiatives sur ce continent. Ce thème a été choisi en raison des résultats d'un sondage national effectué récemment par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Le sondage démontrait qu'une forte proportion de Canadiens estiment que l'Afrique est d'une importance vitale pour le Canada (29 p. 100 des répondants ont déclaré que c'est cette région qui leur importait le plus, soit un nombre légèrement moins élevé que ceux ayant choisi les Amériques). Deux ans après le Sommet du G8 tenu à Kananaskis, nous examinons ce qui se passe sur le terrain en Afrique et faisons le bilan de ce qui doit encore y être accompli. Nous donnons à nos lecteurs un aperçu des contributions et initiatives internationales du Canada en leur faisant visiter des tribunaux, des camps de réfugiés, des campus universitaires, un haut-commissariat du Canada et même un satellite dans l'espace. Nous mettons en lumière les liens culturels uniques qui nous unissent à l'Afrique, y compris la longue tradition littéraire qui a produit des œuvres saluées par la critique. Nous vous suggérons de lire en premier la nouvelle rubrique, Point de vue, qui situe le regard du Canada sur le monde dans une perspective plus large.

Merci à tous ceux et celles qui nous ont fait part de leur point de vue.

# DANS CE NUMÉRO

<b>Point de vue</b> : Une vision pour le Canada dans le monde .....3	<b>Dépêches</b> : Souvenirs du Rwanda .....17
« Les séances de photos ne peuvent aucunement se substituer à la volonté politique » .....5	<b>Commerce</b> : Meilleures perspectives pour le commerce .....18
<b>Article vedette</b> : Intervenir en Afrique ..6	Pleins feux sur l'Algérie .....19
L'Afrique en chiffres .....7	<b>Sciences et technologie</b> :
Un continent à feu et à sang .....8	Bâtir des villes durables .....20
Le Canada, l'Afrique et la Francophonie .....10	La gestion de l'eau à 800 kilomètres de la Terre .....20
<b>Diplomatie</b> : Aider l'Afrique .....11	Radios à la rescousse des espèces menacées .....21
<b>Sécurité humaine</b> : Étape déterminante des efforts pour faire échec aux diamants de la guerre .....12	<b>Culture</b> : La convergence des cultures du Canada et de l'Afrique...22
Obtenir justice en Sierra Leone .....13	<b>Éducation</b> : L'importance de transmettre le savoir .....24
<b>Santé</b> : Le VIH/sida en Afrique — Un impératif moral pour le Canada ..14	Journal d'Afrique .....26
Victimes du VIH : un regard neuf sur le sida .....15	<b>Nouvelles en bref</b> :
Amis des Grands Lacs .....16	Canada-France 2004 .....26
	Le point sur l'Afghanistan .....26
	En avant pour l'aventure! .....27
	Scènes de rue .....28



# UNE VISION POUR LE CANADA DANS LE MONDE

Lorsque Paul Martin est devenu premier ministre du Canada en décembre dernier, il a fixé les trois priorités du prochain gouvernement. Premièrement, renforcer les fondations sociales du Canada. Deuxièmement, bâtir une économie moderne et efficace. Troisièmement — et c'est là que le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international joue un rôle central — trouver une place qui assure au Canada « influence et fierté » dans le monde.

Pour M. Martin, qui aime à se rappeler le rôle que son père a joué dans les années 1960 comme ministre des Affaires extérieures dans le gouvernement de Lester Pearson, il est impératif que le Canada soit un citoyen du monde actif et engagé. À son avis, cela signifie comprendre, avant toute

chose, la puissance et les impulsions des États-Unis, notre voisin et allié le plus proche. Mais cela signifie aussi mener une politique étrangère globale qui appuie les institutions multilatérales (fondées et développées avec l'aide du Canada) et qui soit adaptée au commerce (responsable d'environ un tiers de notre richesse).

« Le Canada est à son meilleur lorsque nous exerçons une voix forte et indépendante dans le monde », a déclaré le premier ministre. Et c'est cette vision qui façonnera l'action du gouvernement à l'étranger. En fait, lorsque son nouveau Cabinet et lui-même ont prêté serment le 12 décembre, il a été annoncé que le gouvernement mènerait l'examen

le plus complet des politiques des affaires étrangères et de la défense que le pays ait connu depuis une génération. Parallèlement, il a été annoncé que la machine gouvernementale serait restructurée et que de nouveaux comités du Cabinet ainsi qu'un ministère du Commerce international distinct seraient créés.

Selon le discours du Trône de février : « Les Canadiens veulent que leur pays joue un rôle à la fois pertinent et indépendant dans les efforts internationaux visant à accroître la

**« Les Canadiens veulent que leur pays joue un rôle à la fois pertinent et indépendant dans les efforts internationaux visant à accroître la sécurité, la paix, la collaboration et l'ouverture. Ils désirent que le Canada retrouve sa fierté et son influence dans le monde. »**

— Discours du Trône

Le monument canadien dédié au maintien de la paix à Ottawa



Amélioration d'une maternelle au Mali grâce à l'aide canadienne



photo : Cpl. Frank Hudec, Caméra de combat des Forces canadiennes



sécurité, la paix, la collaboration et l'ouverture. Ils désirent que le Canada retrouve sa fierté et son influence dans le monde. »

L'examen de la politique internationale s'attachera à la réalisation de cette vision. De portée beaucoup plus étendue que les précédents, il sera global et intégré, et portera sur tous les éléments de l'internationalisme du Canada — défense, diplomatie, aide et commerce — et sur la façon dont ils s'imbriquent les uns dans les autres. Cette intégration reflète les tendances récentes dont témoigne, par exemple, la « démarche 3D » (voir le numéro 20 de *Canada — Regard sur le monde*) adoptée par le Canada en Afghanistan et caractérisée par des niveaux de coordination sans précédent entre ministères et organismes du gouvernement au chapitre de la diplomatie, de la défense et du développement.

Mais pourquoi effectuer cet examen? Et pourquoi le faire maintenant? Si cet examen s'avère essentiel aujourd'hui, c'est que le monde a profondément changé ces dernières années. Le dernier examen de notre politique étrangère remonte à 1994, alors que le monde s'habitait encore aux répercussions de la chute du communisme et de la désintégration de l'Union soviétique. Maintenant et depuis les attaques du 11 septembre, nous nous adaptons à la montée du terrorisme.

Des périls, défis et incertitudes inédits émergent qui exigent de nouvelles mesures.

Il y a un an, le ministre des Affaires étrangères Bill Graham lançait un Dialogue sur la politique étrangère, qui a été mené dans tout le pays sous diverses formes : assemblées publiques, tables rondes, Internet, audiences officielles, tribunes de jeunes et groupes communautaires. Les Canadiens y ont manifesté le désir d'une présence engagée dans le monde.

Au cours de l'examen qui sera effectué, nous verrons de quelle façon donner

suite aux vœux exprimés par les Canadiens. Nous nous pencherons sur les questions suivantes : l'ampleur et la portée de l'aide internationale; l'avenir de nos forces armées, leurs nouveaux rôles et les ressources dont elles auront besoin; les difficultés auxquelles nous faisons face dans nos rapports avec les États-Unis depuis qu'ils ont entrepris leur lutte internationale contre le terrorisme; notre attachement à la diplomatie ouverte pour promouvoir les valeurs et la culture canadiennes; et l'élargissement du commerce.



photo : ACIDI-CIDA/Pierre Se Jacques

Grâce à l'aide canadienne, on recycle les moteurs électriques au Sénégal.

Par ailleurs, le gouvernement devrait prochainement intervenir dans des domaines qu'il n'est pas nécessaire de réexaminer comme l'offre de médicaments peu coûteux pour lutter contre les maladies dans les pays en développement; la création de l'ambitieux programme Canada Corps; et l'appui à apporter pour réformer les institutions internationales — en particulier l'ONU, qui est toujours organisée à peu près de la même façon que lorsqu'elle a été créée en 1945.

Le plus grand défi à relever dans l'établissement d'une nouvelle ligne de conduite pour le Canada dans le monde sera de trouver les ressources nécessaires afin de réaliser nos objectifs. Renforcer nos forces armées, accroître l'aide internationale et étendre notre représentation à l'étranger, tout cela exigera de l'argent, du temps et des efforts. À long terme, le pays devra faire des choix, et ceux-ci ne seront pas toujours faciles. 🍁

## La nouvelle équipe

Dans le cadre de l'engagement du gouvernement de renforcer l'influence du Canada dans le monde, il a été décidé de réorganiser les portefeuilles des Affaires étrangères et du Commerce international. Un ministère du Commerce international autonome est sur le point de voir le jour et aura pour mission d'aider à la promotion intégrée des activités fédérales en matière de commerce et d'investissement. Par ailleurs, le ministre du Commerce international peut désormais compter sur la collaboration d'un nouveau ministre d'État chargé des marchés nouveaux et émergents. Il a également été décidé d'élargir le rôle des secrétaires parlementaires, qui concentreront leurs efforts, entre autres, sur les Canadiens à l'étranger et la promotion des ressources. Un secrétaire parlementaire chargé de s'occuper tout particulièrement des relations entre le Canada et les États-Unis, et qui relèvera du premier ministre, a aussi été nommé. Pour des renseignements à jour sur ces changements, consultez le site Web du MAECI : [www.dfait-maeci.gc.ca](http://www.dfait-maeci.gc.ca)



photo : PC (Osamu Honda)

Le ministre des Affaires étrangères Bill Graham rencontre Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU.



# « LES SÉANCES DE PHOTOS

## ne peuvent aucunement se substituer à la volonté politique »

Le 23 janvier 2004, lors du Forum économique mondial tenu à Davos, en Suisse, le premier ministre Paul Martin a prononcé un discours-programme sur l'avenir de l'interdépendance mondiale. En voici des extraits.

À son meilleur, et ce n'est pas toujours le cas, le processus politique national est ouvert et dynamique. Il renferme la capacité de choisir avec discernement entre des priorités et des intérêts concurrentiels. Les débats et les échanges font partie de ce processus, que ce soit au sein de nos cabinets et de nos corps législatifs, ou dans le cadre de discussions communautaires avec nos citoyens, et ils mènent, bien entendu, à la prise de décisions.

Lorsqu'on s'intéresse de près à la scène internationale, on se rend compte qu'elle est étonnamment apolitique. Le dialogue entre nations adopte une tournure technocratique et indirecte plutôt que transparente et spontanée. Souvent, il s'articule davantage autour de la sauvegarde d'un processus que de la recherche de l'innovation. Et trop souvent, lors des grandes rencontres internationales, le dialogue suit un scénario préparé à l'avance et se déroule derrière des portes closes — portes qui sont des entraves aux consultations de l'extérieur et qui, malheureusement et de façon quasi générale, restent imperméables aux nouvelles idées. Cela ne veut pas dire que nous ne faisons pas de progrès. Simplement que le progrès est d'une lenteur tellement pénible.

Le débat entre dirigeants politiques doit s'affranchir du scénario prévu, où nos engagements doivent passer de la forme à la substance. Nous devons élargir notre conception traditionnelle des responsabilités des États souverains, en ce qui concerne non seulement celles qui incombent aux pays riches face aux pays pauvres, mais encore celles de tous les pays les uns par rapport aux autres.

La première obligation d'un État souverain doit être envers ses citoyens. Mais dans un monde interdépendant, il ne saurait s'acquitter d'une telle obligation qu'en étant partie prenante à l'univers qui déborde de ses propres frontières. Tous les États nourrissent aujourd'hui un intérêt réel et légitime face au bien-être des autres pays, ce qui confère aux dirigeants politiques une obligation particulière — celle de faire en sorte que nos systèmes internationaux concourent au mieux-être de tous.

Il nous faut des institutions multilatérales efficaces. Des institutions qui ne soient pas des fins idéologiques en soi, mais des instruments essentiels au bien-être national. Aucune nation ne peut, à elle seule, « contrôler » toutes les incidences de l'interdépendance. Nous pouvons toutefois collaborer avec nos voisins, avec nos amis et alliés, avec nos partenaires régionaux et internationaux. Car une chose est sûre : nous devons impérativement travailler ensemble.

Ce qui pose des difficultés aujourd'hui dans de nombreuses organisations internationales, c'est qu'elles n'ont pas été conçues de manière à faciliter la tenue de débats politiques informels comme ceux qui s'imposent. Les mandats, structures et procédures de vote du système onusien reflètent le paysage géopolitique de l'après-guerre. S'il n'est pas possible de les adapter aux réalités d'aujourd'hui et aux défis de demain, il arrivera de plus en plus qu'on les contourne.

Sachez que de très rares rencontres par-delà un fossé, ce n'est pas ce que j'envisage. Si, à l'instar du Canada, vous estimez qu'il est dans l'intérêt de tous qu'on en arrive à un déblocage de ces enjeux délicats, alors nous devons parvenir à réunir le bon groupe de pays autour d'une même table, et surtout à intervalles réguliers, mais dans un cadre non structuré. Il faut procéder à une certaine introspection, à une certaine confrontation des idées; par-dessus tout, nous devons nous demander honnêtement à quoi devraient ressembler nos pays dans 5, 10 ou 20 ans. Ce ne sera pas possible en regroupant les représentants de 100 pays autour de la table, ni même en formant de petits groupes... si les dirigeants brillent par leur absence.

Bref, les séances de photos ne peuvent aucunement se substituer à la volonté politique. Les dirigeants politiques sont appelés à travailler ensemble sur la scène internationale de la même façon dont ils travaillent dans leur pays, lorsqu'ils obtiennent des résultats heureux, c'est-à-dire qu'ils doivent engager des débats, explorer les possibilités et rechercher des solutions fondées sur des valeurs qui favorisent l'inclusion et non la division, qui sont stabilisatrices et non destructrices, pragmatiques plutôt qu'idéologiques.

Nous avons tous intérêt à ce que les systèmes internationaux fonctionnent bien; pour ce qui me concerne, je suis persuadé qu'ils ne donneront leur pleine mesure que s'ils s'adressent à tous les citoyens du monde. Un échec aura de terribles conséquences... et nos enfants et petits-enfants nous le reprocheront à juste titre. ❁

Pour lire la version intégrale du discours du premier ministre : [www.pm.gc.ca](http://www.pm.gc.ca)

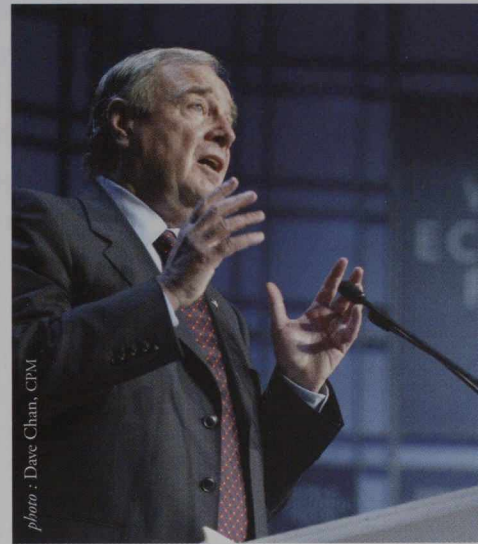


photo : Dave Chan, CPM



## INTERVENIR EN AFRIQUE

À leur Sommet de Kananaskis (Alberta) en 2002, les dirigeants des pays du G8 se sont engagés à soutenir une initiative novatrice pour la reconstruction de l'Afrique. Près de deux ans plus tard, le Canada obtient des résultats concrets dans le cadre de forums sur les politiques, de programmes à long terme et d'interventions sur le terrain.

En juillet 2001, au Sommet du G8 à Gênes, en Italie, des dirigeants africains présentent un projet audacieux pour sortir leur continent de l'ornière de la pauvreté et le lancer sur la voie de la prospérité. À la différence des stratégies précédentes, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA) est une approche intrinsèquement africaine aux termes de laquelle les dirigeants du continent doivent rendre compte à leurs populations — et au monde entier — des progrès accomplis. « Les Africains déclarent qu'ils ne se laisseront plus conditionner par les circonstances, affirment-ils. Nous déterminerons notre propre destinée et ferons appel à la communauté internationale pour compléter nos efforts. »

Les dirigeants du G8, le Canada en tête, prennent le relais de cette initiative lors de leur prochain sommet, à Kananaskis, où ils approuvent le Plan d'action pour l'Afrique. Il s'agit d'un ensemble de plus de 100 engagements portant sur les priorités du NPDA, dont la gouvernance, la paix et la sécurité, l'éducation et la santé, l'agriculture et l'eau, ainsi que le commerce et l'investissement. « Le NPDA représente actuellement la meilleure chance pour le développement de l'Afrique, déclare le ministre des Affaires étrangères Bill Graham. Le Canada est à l'avant-garde des efforts que déploie la communauté internationale pour permettre à l'Afrique de saisir cette chance. »

À Kananaskis, le gouvernement du Canada met en branle un certain nombre d'initiatives pour soutenir le Plan du G8, dont le Fonds canadien pour l'Afrique. Financé à hauteur de 500 millions de dollars, ce fonds vise à stimuler la croissance et l'innovation, à renforcer les institutions africaines et à améliorer le bien-être des populations de ce continent.

### Un engagement envers l'Afrique

C'est cependant bien avant le Sommet de Kananaskis que le Canada a réitéré son engagement envers l'Afrique. En septembre 2000, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) avait en effet lancé un plan quinquennal, appelé Les priorités de développement social, pour renforcer la programmation concernant la santé et la nutrition, l'éducation de base, le VIH/sida et la protection des enfants. Cela répondait en partie aux Objectifs de développement de l'ONU pour le

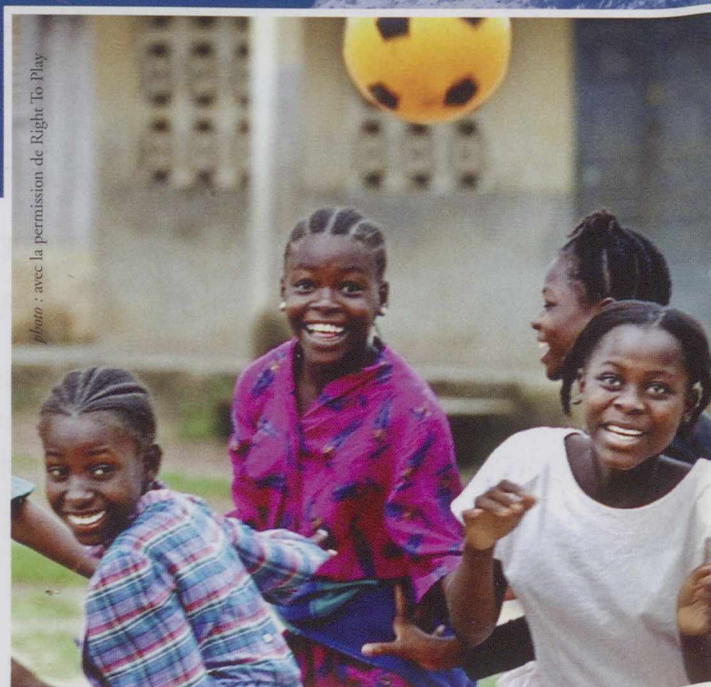


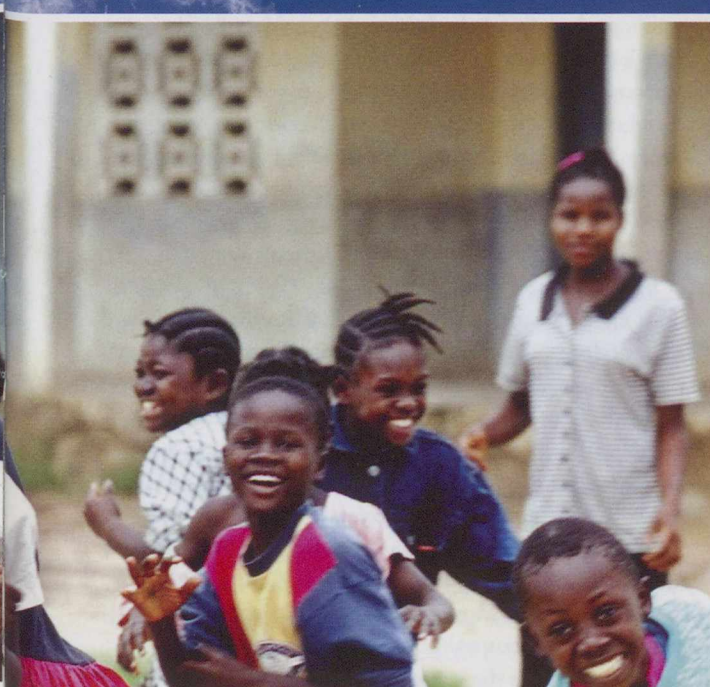
photo : avec la permission de Right To Play  
L'organisation Right To Play du Canada enseigne l'art du leadership et du mentorat et transmet aux jeunes Africains des messages concernant leur santé.

millénaire, une feuille de route pour mesurer la détermination tant des donateurs que des pays en développement à réduire de moitié la pauvreté dans le monde avant 2015. À cette fin, le Canada avait promis de doubler sa contribution au titre de l'éducation de base en Afrique, pour la porter à 48 millions de dollars. À Kananaskis, cet engagement a encore une fois été doublé, et atteindra les 100 millions de dollars d'ici 2005.

En mars 2002, à la Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Monterrey, au Mexique, le Canada s'est engagé à accroître son aide publique au développement d'au moins 8 p. 100 par année, de manière à la doubler avant la fin de la décennie. La moitié de ces nouveaux fonds seront affectés à l'Afrique. Le Canada a aussi tracé la voie de l'allègement de la dette, permettant ainsi aux gouvernements africains de consacrer leurs précieuses ressources à la prestation de services et à la croissance économique.

Si on tient compte du Fonds canadien pour l'Afrique annoncé à Kananaskis et de l'augmentation de l'aide promise à Monterrey, le Canada consacre à l'Afrique, en ressources nouvelles et existantes, la somme de 6 milliards de dollars sur une période de cinq ans. En outre, pour améliorer l'ouverture des marchés, le Canada a pris l'initiative d'accorder l'accès en franchise de droits et hors contingent à presque toutes les importations en provenance des 48 pays que l'ONU appelle « les moins avancés », dont 34 se trouvent en Afrique. De plus, en décembre 2002, dans le cadre de son engagement à renforcer l'efficacité de l'aide, l'ACDI a désigné six pays africains à faible revenu qui bénéficieraient d'un soutien supplémentaire, soit l'Éthiopie, le Ghana, le Mali, le Mozambique, le Sénégal et la Tanzanie.

Les interventions du Canada en faveur de l'Afrique donnent aujourd'hui des résultats concrets dans un large éventail de



sphères, depuis la gouvernance politique et économique jusqu'au développement social et à la sécurité humaine. « Les Canadiens peuvent être fiers de l'incidence positive qu'ils ont en Afrique, déclare Aileen Carroll, ministre de la Coopération internationale. Un changement réel se profile à l'horizon. »

### Santé

Même les investissements relativement modestes dans les soins de santé primaires, la saine alimentation, l'approvisionnement en eau propre et les travaux d'assainissement peuvent rapporter d'immenses dividendes au chapitre de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration de la qualité de la vie. Le Canada soutient de tels efforts en Afrique et travaille avec d'autres donateurs et partenaires sur des programmes à grande échelle dans des domaines comme la recherche sur le VIH/sida et l'éradication de la polio. Le Fonds canadien pour l'Afrique fournit 50 millions de dollars au titre de l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida et du Programme africain pour un vaccin contre le sida, et 50 millions de dollars également pour enrayer la polio d'ici 2005.

Si la santé physique est essentielle à la qualité de la vie, il en va de même du bien-être émotionnel. Une organisation internationale de Toronto appelée Right To Play se sert du sport pour enseigner l'art du leadership et du mentorat ainsi que pour transmettre aux jeunes Africains vivant dans des camps de réfugiés d'importants messages concernant leur santé.

Avec deux collègues d'Autriche et d'Australie, Grace Miszkiewicz, une bénévole de Right To Play, a mené des ateliers pendant six mois l'an dernier en Sierra Leone à l'intention de réfugiés fuyant les violences au Libéria, un pays voisin. Elle se souvient plus particulièrement d'une jeune femme prénommée Doris. « Elle était handicapée et se servait d'un bâton pour marcher. Quand nous avons commencé les ateliers, elle était discrète et peu sûre d'elle. Mais, peu à peu, on l'a vue prendre confiance en elle-même et, à la fin, elle jouait au frisbee suprême et au volley-ball. Il n'y avait rien pour l'arrêter. »

## L'AFRIQUE EN CHIFFRES

### Défis

- Un Africain sur deux subsiste avec moins de 1 \$US par jour.
- Quarante-cinq millions d'enfants africains ne fréquentent pas l'école.
- Plus de 26,6 millions d'Africains sont porteurs du VIH.
- Un Africain sur cinq est touché par un conflit.
- Quatorze pays sont frappés par des pénuries d'eau; ce phénomène touchera 11 autres pays d'ici à 2025.
- La dégradation des sols, qui se poursuit depuis 1950, touche désormais des terres d'une superficie de près de 500 millions d'hectares, dont 65 p. 100 servent à l'agriculture.
- L'Afrique abrite 13 p. 100 de la population mondiale, mais participe à seulement quelque 2 p. 100 des échanges mondiaux et 1 p. 100 des investissements internationaux.

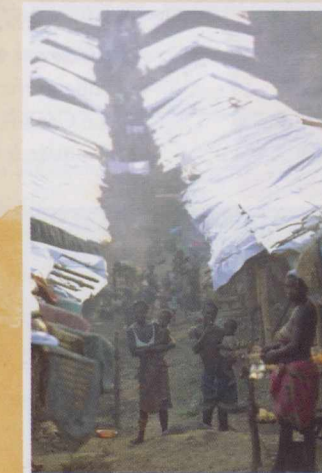


photo : ACDI-CIDA/Clive Shirley  
Camp de réfugiés en Sierra Leone

### Progrès

- Depuis 1990, 42 des 49 pays de l'Afrique subsaharienne ont organisé des élections multipartites.
- La Tanzanie dépasse ses objectifs concernant l'inscription des enfants d'âge scolaire à l'école primaire et a construit près de 16 000 nouvelles salles de classe et plus de 2 000 logements pour les enseignants.
- En Ouganda, le taux d'infection au VIH est tombé de 14 p. 100 à moins de 8 p. 100 au cours de la dernière décennie suite à une campagne nationale de prévention et de sensibilisation.
- Après s'être battus pendant des générations pour l'appropriation de l'eau, dix pays avoisinant le Nil unissent désormais leurs efforts pour gérer cette précieuse ressource au bénéfice de tous, notamment des plus pauvres, et pour protéger l'environnement qui assure leur mode de subsistance.



photo : ACDI-CIDA/Roger LeMoine  
Jeune étudiant au Niger

Source : Nouvelle vision, nouveau partenariat — Fonds canadien pour l'Afrique, 2004

photo : image-satellite prise par RADARSAT-1, Agence spatiale canadienne



L'expérience a également été enrichissante pour Grace Miszkiewicz. « J'ai été à même d'apprécier les multiples compétences et capacités que les gens du monde en développement possèdent déjà. Tout ce dont ils ont besoin, c'est d'un peu de soutien et de ressources. »

### Éducation et possibilités du numérique

Sur le plan de l'éducation, les besoins sont énormes. L'Afrique subsaharienne est la seule région au monde où la scolarisation des enfants diminue. Pour assurer une éducation primaire universelle d'ici 2015, elle a besoin de près de 80 millions de nouvelles places dans les écoles. Dans les pays qui ont supprimé les frais de scolarité au primaire, l'augmentation du nombre d'inscriptions d'enfants qui ne fréquentaient pas l'école auparavant a un effet paralysant sur le système. Au Kenya, la taille moyenne des classes est passée de 40 à 120 élèves.

Le Canada contribue à relever le défi. Après avoir doublé son soutien à l'éducation de base en Afrique, il consacre

35 millions de dollars à des initiatives qui aident l'Afrique à mettre les technologies de l'information et des communications au service du développement économique et social. Le Centre de recherches pour le développement international, un organisme canadien, dirige justement une de ces initiatives, Connectivité Afrique, qui a pour but de faciliter le recours novateur à la technologie dans le cadre de plusieurs projets, notamment un programme appelé Computers for Schools Kenya.

Ce programme a permis de fournir quelque 1 000 ordinateurs à une cinquantaine d'écoles et d'institutions kényanes, dont un refuge pour les enfants de la rue. Il est inspiré du programme Ordinateurs pour les écoles, une initiative d'Industrie Canada lancée en 1993 et grâce à laquelle on remet à neuf des ordinateurs excédentaires provenant des administrations publiques et du secteur privé, pour ensuite les distribuer gratuitement aux écoles.

« Les Africains sont déterminés à profiter des possibilités de la technologie, dit le coordonnateur de Computers for Schools Kenya, Tom Musili. Outre les ordinateurs, grâce à ce programme, nous avons pu élaborer des cours, former les professeurs et les directeurs des écoles bénéficiaires et enseigner au Kenya Science Teachers College, avec de bons résultats. »

« Les étudiants sont très réceptifs, souligne Daniel Muturi, un professeur de l'école secondaire Naivasha, à Nairobi. Il y en a qui sont assoiffés de connaissances. »

### Agriculture et eau

La plupart des pauvres en Afrique vivent de l'agriculture. Pour les architectes du NPDA, l'amélioration du rendement agricole signifie non seulement promouvoir la sécurité alimentaire, mais aussi instaurer les conditions propices au développement économique. Le Canada a dynamisé son soutien à l'agriculture dans de nombreuses parties du monde en développement et a promis d'au moins tripler son investissement dans le secteur, pour le porter à 300 millions de dollars d'ici 2006. En Afrique, le Canada a fourni de l'aide

de soigner, le sida. Le même nombre de victimes en mouraient hier et en mourront demain. Et il en est ainsi tous les jours de l'année, même à Noël. Six mille cinq cents personnes, c'est plus que ne peut en contenir cette salle. Le sida, ce n'est pas seulement une cause qu'a choisi de défendre une vedette du rock, mais un problème urgent, et la véritable raison de ma présence ici. L'Afrique est un continent à feu et à sang. Et, comme chacun sait, le feu a tendance à se propager.

Je sais cependant que le Canada a commencé à agir. Certains d'entre vous connaissent peut-être déjà l'existence d'un mouvement en faveur de la distribution en Afrique de médicaments génériques bon marché produits ici. C'est là une excellente nouvelle. Si vous tenez votre promesse, les autres pays devront vous emboîter le pas. Et cela aussi, c'est une bonne nouvelle.

Dans l'allocution qu'il a prononcée au moment de recevoir le prix Nobel, l'éminent homme que fut Lester Pearson a déclaré que la pauvreté et le désespoir — notamment avec le réveil des millions de déshérités de l'Asie et de l'Afrique — contribuent vraiment à aggraver les risques de guerre. Et j'ajouterais les risques d'actes terroristes. Le sida crée un immense vide, qui sert de terreau au désespoir. Et le désespoir conduit à la colère, qui mène à la violence.



Ordinateurs dans les écoles — Profiter des possibilités de la technologie

## UN CONTINENT À FEU ET À SANG

L'automne dernier, à Toronto, Bono, une vedette du rock d'origine irlandaise, a lancé un message percutant aux Canadiens et au reste du monde sur la nécessité de travailler ensemble à la recherche de solutions aux problèmes de l'Afrique. *Canada — Regard sur le monde* publie des extraits de son allocution.

Nous vivons dans un monde instable, voire dangereux. Pour les nombreux malchanceux qui doivent subsister avec moins d'un dollar par jour, force est d'admettre que rien ne va plus. Mais cela vaut aussi pour nous, la poignée de privilégiés, car notre destin dépendra de leur avenir à eux, qu'on le veuille ou non.

C'est pourquoi nous devons bien comprendre ce qui est en jeu. Ne serait-ce qu'un instant, nous devons nous rappeler que, aujourd'hui seulement, 6 500 Africains sont morts des suites d'une maladie qu'il est pourtant possible de prévenir et



humanitaire afin de soulager la famine et il appuie les efforts déployés par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) afin d'accroître la productivité dans ce secteur.

Ainsi, c'est avec le soutien du Canada que le Centre international d'amélioration du maïs et du blé, un des instituts de recherche du GCRAI, aide les agriculteurs de quatre pays africains à adopter une nouvelle variété de maïs riche en protéines.

« Cela pourrait éventuellement améliorer l'alimentation et la santé des gens, tout en contribuant à la sécurité alimentaire des familles agricoles de l'Afrique de l'Est, explique Doug Tanner, un agronome canadien qui dirige le bureau éthiopien du Centre. La meilleure qualité des protéines peut aussi renforcer les systèmes immunitaires et aider ceux qui ont le VIH à mieux supporter les maladies connexes. »

L'eau abonde en Afrique, mais elle est mal répartie. En effet, plus de 300 millions de personnes n'ont pas accès à de l'eau salubre et à des services d'assainissement, tandis que près de la moitié de la population africaine souffre de maladies liées à l'eau. Le Canada contribue actuellement 50 millions de dollars pour améliorer la gestion de l'eau, par l'entremise de groupes comme le Partenariat mondial de l'eau, le Mécanisme pour l'eau en Afrique, la Banque africaine de développement et le Fonds de fiducie pour l'eau et l'assainissement du programme Habitat des Nations Unies.

## Gouvernance et commerce

Une des grandes priorités du NPDA est de renforcer la capacité des institutions publiques africaines, qu'il s'agisse d'accroître la transparence, de favoriser la participation au gouvernement ou encore d'attirer les investissements. En fait, les Africains sont de plus en plus déterminés à améliorer le fonctionnement de leurs gouvernements, de leurs organismes bénévoles et de leurs institutions privées.

Le Canada appuie la Fondation africaine pour le renforcement des capacités dans ses efforts visant à aider les pays du continent à améliorer leurs politiques gouvernementales.

Mais existe-t-il un pays qui puisse changer les choses? Oui, le Canada. Et il a déjà commencé à le faire... J'ai le sentiment que le Canada comprend quelque chose que le reste du monde ne comprend pas. Du moins pas encore. Il s'agit de l'interdépendance. Le fait est que notre destin est indissociable de celui des autres, que cela nous plaise ou non.

J'aimerais que l'on puisse dire un jour que des gens issus d'horizons très différents, et au parcours parfois singulier, se sont élevés ensemble contre toute cette folie. Et pas seulement des vedettes du rock ou des militants, mais aussi des personnes qui vont à l'église, des mères de famille ordinaires... Il faudrait que les gens fassent cause commune, même s'ils ne s'aiment pas, parce qu'il s'agit d'un immense problème, et que l'heure est grave.

Le moment est venu de marquer l'histoire de notre empreinte. À mon avis, on ne se souviendra de notre époque que pour trois réalisations : Internet, la guerre contre le terrorisme, et ce que nous avons fait, ou omis de faire, alors qu'un continent entier, l'Afrique, était à feu et à sang.



photo : ACIDI-CIDA/David Barbour

Avec l'appui du Canada, des agriculteurs de quatre pays d'Afrique cultivent une nouvelle variété de maïs riche en protéines.

Cette fondation panafricaine, basée à Harare, au Zimbabwe, est axée, entre autres, sur la responsabilité financière, la politique économique et la participation du public à la gouvernance.

Par ailleurs, le Canada a affecté des fonds afin d'aider la Banque africaine de développement à financer des améliorations infrastructurelles qui permettront aux pays d'attirer plus facilement les investissements publics et privés pour des projets dans des secteurs tels le transport, l'énergie, l'eau, l'assainissement ainsi que les technologies de l'information et des communications. Le Canada finance aussi des initiatives menées par le Centre du commerce international de l'ONU, à Genève, en Suisse, et le Bureau de promotion du commerce Canada pour accroître l'efficacité des exportateurs africains et mieux les préparer au commerce. Il instituera en outre le Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique, dans lequel il versera 100 millions de dollars, pour promouvoir les investissements du secteur privé sur le continent (voir la page 19).

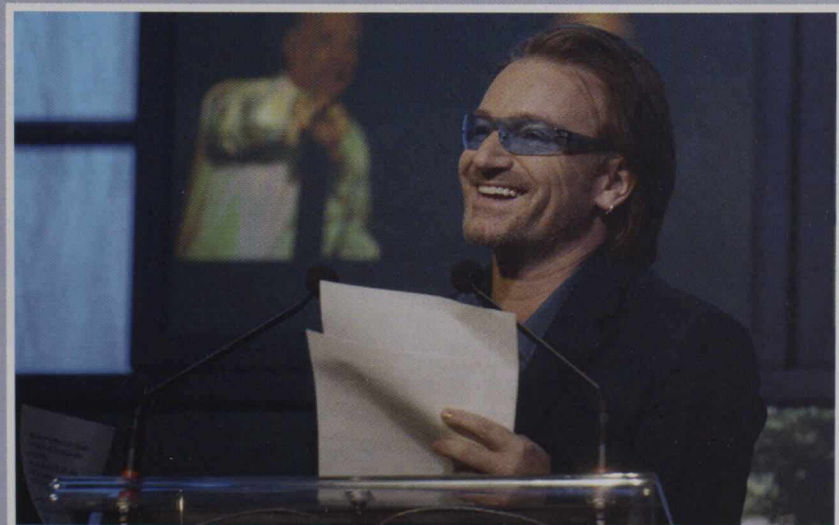


photo : Dave Chan, CPM



## Paix et sécurité

La paix, la sécurité et le respect des droits de la personne sont les pierres angulaires du développement durable. Bien qu'il exige que les dirigeants africains assument une plus grande responsabilité dans la conduite de leurs propres affaires, le NPDA reconnaît aussi, à cet égard, la nécessité d'une aide extérieure.

Dans le contexte du soutien qu'il accorde au renforcement de la paix et de la sécurité en Afrique, le Canada a nommé des envoyés spéciaux pour faciliter le processus de paix en République démocratique du Congo et au Soudan. Il participe aussi activement aux efforts accomplis pour empêcher que les conflits armés soient alimentés par le commerce illicite des diamants (voir la page 12). Par le biais de l'Initiative sur la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest, le Canada apporte également sa contribution dans les domaines déterminants que sont le maintien de l'ordre, les opérations de soutien à la paix et la lutte contre la prolifération des armes légères.

À cette fin, le Canada appuie le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix, à Accra, au Ghana. Le Centre n'a officiellement ouvert ses portes qu'en janvier, mais des représentants du Centre Pearson pour la formation en maintien de la paix y avaient déjà donné le premier cours sur le désarmement, la démobilisation et la réinsertion en novembre dernier. Pendant deux semaines, 42 participants, surtout des Africains, ont reçu une formation sur des sujets comme le contrôle des foules et la destruction d'armes à l'aide de masses, de chalumeaux oxyacétyléniques et de meuleuses.

« L'enseignement fait appel à un large éventail d'exercices réels de soutien à la paix », indique Kees Steenken, du

Centre Pearson, qui a dirigé les séances de formation. Certaines leçons tirées de missions de paix effectuées en Namibie, au Mozambique et en Angola, par exemple, ont été appliquées au Salvador et au Nicaragua. Ces expériences en Amérique centrale ont par la suite influé sur les interventions en Sierra Leone et au Libéria.

« Les participants africains ont noté que l'Afrique était la source d'une bonne partie de l'information donnée pendant les cours, et que beaucoup d'entre eux avaient vécu directement ces expériences, mentionne Kees Steenken. Plusieurs sont spécialisés à ce chapitre, mais l'information n'est pas facile à obtenir. »

## Le leadership en action

Le Canada respecte ses engagements envers le NPDA. Pendant l'année à venir, il veillera à garder l'Afrique à l'ordre du jour mondial grâce au Forum du partenariat pour l'Afrique, une initiative canadienne qui, pour la première fois, rassemble de hauts représentants du G8 ainsi que d'autres pays donateurs, des organismes multilatéraux et des partenaires africains.

« Notre rôle est de soutenir les priorités du continent, non seulement parce qu'il est juste de le faire, mais aussi parce que c'est dans le meilleur intérêt du Canada, constate M. Graham. La mondialisation s'accroît et les Canadiens ne peuvent être en sécurité dans un monde instable. Qui plus est, dans un monde frappé par la pauvreté, leur prospérité ne peut qu'être compromise. »

**Pour plus de renseignements sur les initiatives du Canada en Afrique :**  
[www.acdi-cida.gc.ca/fondscanadienafricaine](http://www.acdi-cida.gc.ca/fondscanadienafricaine)  
[www.dfait-maeci.gc.ca/africa/menu-fr.asp](http://www.dfait-maeci.gc.ca/africa/menu-fr.asp)

## LE CANADA, L'AFRIQUE ET LA FRANCOPHONIE

Les pays membres de la Francophonie estiment que le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique leur donne une occasion historique de renforcer leurs partenariats avec l'Afrique — ainsi que les liens entre l'Afrique et le reste de la communauté internationale —, de façon à promouvoir la démocratisation, la croissance économique et un développement axé sur la personne sur le continent africain. De plus, comme le déclare le nouveau ministre responsable de la Francophonie, Denis Coderre, « les Canadiens et notre gouvernement sont extrêmement sensibles à la situation en Afrique. C'est cependant par la voie de la collaboration que nous devons aider les personnes qui en ont le plus besoin et leur fournir les outils nécessaires ».

En décembre dernier, à Paris, M. Coderre a rencontré ses homologues pour planifier le prochain Sommet bisannuel des chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie. Cette rencontre aura lieu en novembre prochain à

Ouagadougou, au Burkina Faso, et aura pour thème le développement durable. « La Francophonie entame une nouvelle période de son histoire, constate M. Coderre, de sorte que tous les efforts déployés aujourd'hui auront un effet considérable au cours des dix prochaines années. »

Par ailleurs, c'est la première fois que le secrétaire général de la Francophonie est un Africain. L'ancien président du Sénégal, Abdou Diouf, a été élu à ce poste en décembre 2002.



**Un reportage sur le sommet tenu au Burkina Faso sera publié dans un futur numéro de *Canada — Regard sur le monde*.**

**Entre-temps, pour obtenir plus de renseignements sur la Francophonie :**  
[www.canada-francophonie.gc.ca](http://www.canada-francophonie.gc.ca)



## AIDER L'AFRIQUE

**Même si les événements l'ont déjà forcée à abandonner un poste diplomatique en Afrique, Janet Graham ne demande qu'à aider le continent à réaliser son potentiel.**

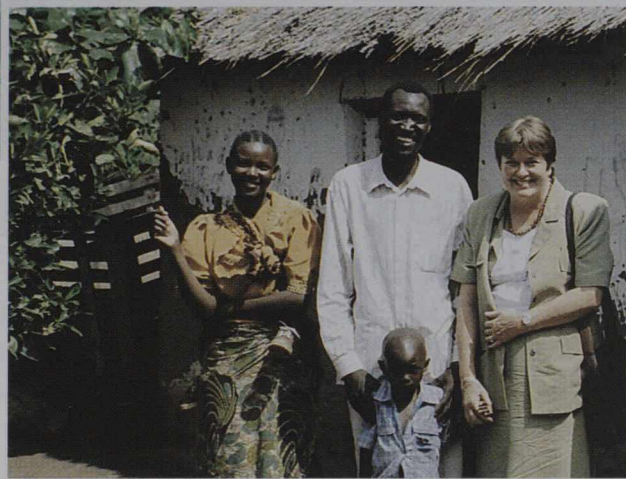
Janet Graham a passé un quart de siècle à observer et à vivre les épreuves et les triomphes de l'Afrique, mais rien ne semble avoir tempéré son ardeur pour la cause africaine et pour l'action du Canada en sa faveur.

« Le métier de diplomate canadien en Afrique est un des plus beaux du monde, affirme M<sup>me</sup> Graham, 53 ans, actuellement haute-commissaire du Canada en Tanzanie, parce qu'on nous fait confiance, qu'on nous accueille chaleureusement et qu'on respecte nos opinions indépendantes, notre action constructive pour le développement et notre attitude impartiale. »

Née à Bombay, petite-fille de missionnaires de l'Église Unie du Canada, M<sup>me</sup> Graham passe son enfance en Inde, au Pakistan, au Libéria et finalement au Canada, où elle habite Mississauga, en Ontario. Cette banlieue de Toronto ne la retiendra cependant pas longtemps. Ayant décroché un baccalauréat en géographie à l'Université McMaster et effectué des études supérieures à l'Université Carleton, elle suit brièvement la carrière d'urbaniste. Puis, séduite par l'ouverture de Pierre Trudeau au monde en développement et par « son approche très différente de l'Afrique », elle entre au service diplomatique canadien en 1977.

Après un séjour à l'administration centrale à Ottawa, elle est affectée de 1978 à 1980 comme troisième secrétaire à Pretoria, en Afrique du Sud, où la lutte contre l'apartheid se fait de plus en plus acharnée. « Ce furent les deux années les plus inoubliables de ma vie », souligne M<sup>me</sup> Graham, chargée à cette époque de rendre compte des activités de ceux qui combattaient l'apartheid et des procès politiques dont ils faisaient l'objet. Elle partageait leur passion et leur engagement, et confie qu'il « était très facile de se laisser emporter par les sentiments, ce qu'un diplomate évite généralement ».

Après son affectation en Afrique du Sud, elle est première secrétaire à Trinité, puis conseillère au Zimbabwe. À titre de haute-commissaire intérimaire au Nigéria, elle devient chef de mission pour la première fois en 1996. Toutefois, le personnel diplomatique canadien, y compris M<sup>me</sup> Graham, doit quitter Lagos six mois plus tard, parce que le général Sani Abacha, fort mécontent des critiques des Canadiens contre son régime, ne souhaite plus leur présence. M<sup>me</sup> Graham plie donc bagage et rentre avec sa famille au Canada pour un an. Elle retourne ensuite en Afrique, toujours aussi enthousiaste, remplir la fonction de haute-commissaire au



photos : avec la permission de Vision mondiale

Passionnée du continent — La haute-commissaire du Canada Janet Graham visite des projets d'aide dans la campagne tanzanienne.

Ghana, puis à Dar es-Salaam, en Tanzanie, où elle travaille maintenant.

L'Afrique présente des défis qui peuvent sembler insurmontables à ceux que ce continent ne passionne pas. M<sup>me</sup> Graham assure la présence canadienne dans le pays qui se classe au troisième rang des plus pauvres du monde, et qui dépend presque totalement d'une agriculture régulièrement dévastée par la sécheresse et les inondations. Elle déclare pourtant, évoquant la stabilité politique et la bonne gestion macroéconomique récemment instaurées en Tanzanie : « Voici un pays qui mérite de réussir. »

Grâce à une société civile qui joue un rôle de plus en plus important ainsi qu'à l'engagement pris pour vaincre la pauvreté, l'économie tanzanienne a affiché une croissance de plus de 6 p. 100 l'an dernier. « Ce n'est pas encore assez, mais c'est certainement un progrès appréciable », fait observer M<sup>me</sup> Graham. La Tanzanie est un des six principaux pays africains visés par le Canada pour son aide au développement, qui est orientée surtout vers l'enseignement primaire et le soutien de réformes clés du gouvernement, notamment dans le secteur de la microfinance. Maintenant que la Tanzanie collabore assidûment avec la Banque mondiale et qu'elle a ouvert ses portes à l'investissement étranger, d'importants intérêts miniers canadiens ont entrepris d'y exploiter des mines d'or.

M<sup>me</sup> Graham a elle-même découvert des trésors cachés partout en Afrique, où elle a rencontré son mari, John Shearman, un architecte sud-africain. Ce continent a également ouvert de nouveaux horizons à ses trois enfants, maintenant âgés de 15 à 20 ans, qui y ont passé une grande partie de leur vie.

M<sup>me</sup> Graham rentrera bientôt à Ottawa pour mieux faire connaître le Canada à son plus jeune enfant, mais elle voudrait retourner en Afrique, parce qu'elle ne connaît rien de plus gratifiant que la satisfaction de travailler avec des sociétés africaines qui cherchent à réaliser leur potentiel.

« Je suis optimiste au sujet de l'Afrique comme il était difficile de l'être il y a 25 ans, conclut-elle. Ces pays ont beaucoup de chemin à parcourir, mais ils sont sur la bonne voie. » 🍁



## ÉTAPE DÉTERMINANTE

## des efforts pour faire échec aux diamants de la guerre

Diamants bruts

**Le Processus de Kimberley vise à mettre fin aux conflits financés par des diamants en Afrique. Un nouveau mécanisme de certification a été élaboré. Le défi du Canada, qui préside le Processus, consiste maintenant à le mettre en œuvre.**

La communauté internationale, avec le Canada à sa tête, s'apprête à prendre d'importantes mesures pour faire des « diamants de la guerre » des « diamants de la prospérité ».

Les diamants bruts faisant l'objet d'un commerce illégal pour la fraude fiscale et le blanchiment d'argent représentent jusqu'à 20 p. 100 de la production mondiale annuelle de diamants. L'ampleur de ce négoce illicite a entraîné en particulier la prolifération des diamants utilisés par les armées rebelles pour acheter des armes. Au cours de la dernière décennie, les diamants de la guerre ont contribué à des déplacements massifs de civils et d'innombrables pertes de vies humaines, principalement en Angola, en Sierra Leone et en République démocratique du Congo, mais aussi en Guinée, au Libéria et ailleurs (voir les numéros 16 et 19 de *Canada — Regard sur le monde*).

Le Processus de Kimberley — qui tire son nom de la réunion tenue à Kimberley, en Afrique du Sud, où il a été établi en 2000 — a mené à la création d'un mécanisme international de certification des diamants bruts qui est entré en vigueur au mois de janvier 2003. Ce mécanisme permettra à la communauté internationale de contrôler la production diamantaire dans chaque pays participant. Lors d'une réunion qui a eu lieu en octobre dernier à Sun City, en Afrique du Sud, les participants ont réalisé d'importantes avancées sur la délicate question de savoir comment contrôler le respect du mécanisme. Ils ont approuvé, pour les producteurs de diamants, un mécanisme d'examen par les pairs comportant la présentation de rapports annuels et des visites volontaires à des fins d'examen faisant intervenir l'industrie, des organisations non gouvernementales (ONG) et les gouvernements hôtes.

À Sun City, le Canada a été choisi pour succéder à l'Afrique du Sud, qui a géré le Processus de Kimberley depuis sa création. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a établi un secrétariat au sein de sa Direction de la consolidation de la paix et de

la sécurité humaine pour gérer les responsabilités assumées par le Canada en sa qualité de président du Processus.

« Le Canada a toujours eu une approche axée sur la sécurité humaine à l'égard des diamants de la guerre, indique Tim Martin, un diplomate qui représente le Canada dans son nouveau rôle. Les diamants ont alimenté des conflits en Afrique et ont eu un effet dévastateur sur la population de ce continent. Nous voulons faire en sorte que les diamants commencent à favoriser plutôt qu'à entraver le développement humain. »

En étroite collaboration avec la Fédération de Russie, qui assure la vice-présidence du Processus, le Canada gèrera divers groupes de travail et comités supervisant des activités telles que la collecte de statistiques sur la production diamantaire et la vérification de la conformité.

Selon M. Martin, au cours de l'année durant laquelle le Canada présidera le Processus de Kimberley, deux grandes priorités seront à l'ordre du jour. Il s'agira tout d'abord de contrôler efficacement la mise en œuvre du mécanisme de certification, notamment d'analyser les rapports annuels et de désigner les pays où seront menées des visites d'examen. Ensuite, il faudra réunir des statistiques fiables sur la production et le commerce mondiaux de diamants bruts. « Notre performance à cet égard est essentielle pour ce qui est d'évaluer le fonctionnement du mécanisme et de cerner les lacunes permettant aux diamants de la guerre de passer inaperçus. »

Les préoccupations exprimées par M. Martin sont reprises par Partenariat Afrique Canada (PAC), une coalition d'ONG africaines et canadiennes œuvrant pour mettre fin aux conflits alimentés par les diamants. « En l'absence de statistiques fiables sur le commerce et la production, il est impossible de suivre le mouvement des diamants », déclare Ian Smillie, coordonnateur de la recherche dans le cadre du projet Diamants et sécurité humaine de PAC.

« Nous entrons dans une nouvelle phase du Processus de Kimberley, dit M. Smillie. Après avoir créé le mécanisme, nous commencerons à l'implanter. En sa qualité de nouveau président, c'est au Canada qu'incombera la tâche difficile de faire en sorte que les pays respectent leurs engagements. »

**Pour plus de renseignements sur les diamants de la guerre, consultez les sites Web suivants :**

**Partenariat Afrique Canada**

**[www.pacweb.org](http://www.pacweb.org)**

**MAECI — Sécurité humaine**

**[www.securitehumaine.gc.ca](http://www.securitehumaine.gc.ca)**

Prospecteurs de diamants tamisant de la terre dans une mine — Les armées rebelles font le commerce illicite des diamants bruts pour acheter des armes, entraînant des déplacements massifs de civils et d'innombrables décès.



# OBTENIR JUSTICE EN SIERRA LEONE

**Avec un solide appui du Canada, un tribunal unique en son genre travaille à rendre la justice et à rétablir la paix dans un pays déchiré par la guerre.**

Au printemps dernier, Edward Conteh déambule dans une rue de Freetown, la capitale de la Sierra Leone, quand il aperçoit l'homme qui, au plus fort de la guerre civile, est entré dans son quartier et lui a tranché le bras gauche avec une machette. M. Conteh, qui est enseignant, rentre à toute vitesse chez lui raconter l'incident à son fils. Celui-ci veut partir aussitôt à la recherche du coupable pour le tuer, mais son père le retient. « La vengeance n'est pas la solution, dit-il. C'est la justice qu'il nous faut. »

M. Conteh, un des innombrables survivants de la terrible guerre civile qui a ravagé le pays de 1991 à 2001, observe maintenant le cours de la justice au Tribunal spécial pour la Sierra Leone. Celui-ci, constitué en 2002, est investi d'un mandat de trois ans pour juger les principaux responsables des atrocités commises depuis la signature de l'accord de paix de 1996, qui n'a jamais été appliqué. Le Tribunal a lancé 11 inculpations permanentes contre les dirigeants des trois factions belligérantes et contre l'ancien président du Libéria, Charles Taylor, qui vit maintenant en exil au Nigéria. Les chefs d'accusation sont nombreux : meurtres, viols, actes de terrorisme, esclavage sexuel et conscription d'enfants dans une force armée.

Le Canada a participé à la création du Tribunal spécial pour la Sierra Leone alors qu'il était membre du Conseil de sécurité de l'ONU, en 2000, et continue de contribuer à son activité par des apports de fonds et de personnel. Selon le procureur en chef, David Crane, les Canadiens forment le plus gros contingent international au Cabinet du procureur, soit 21 p. 100 du personnel. Six avocats du programme Jeunes Professionnels à l'international du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international travaillent au

Tribunal depuis deux ans, et le brigadier-général Pierre Boutet, juge-avocat général à la retraite du ministère de la Défense nationale du Canada, y est juge de première instance.

Mora Johnson, ancienne agente politique au MAECI et étudiante en droit à l'Université de Toronto, a fait un stage de trois mois au Tribunal l'été dernier. Elle explique qu'il ne suffit pas de rendre la justice mais qu'il faut aussi faire en

sorte que les gens ayant beaucoup souffert de la guerre sachent que justice est faite.

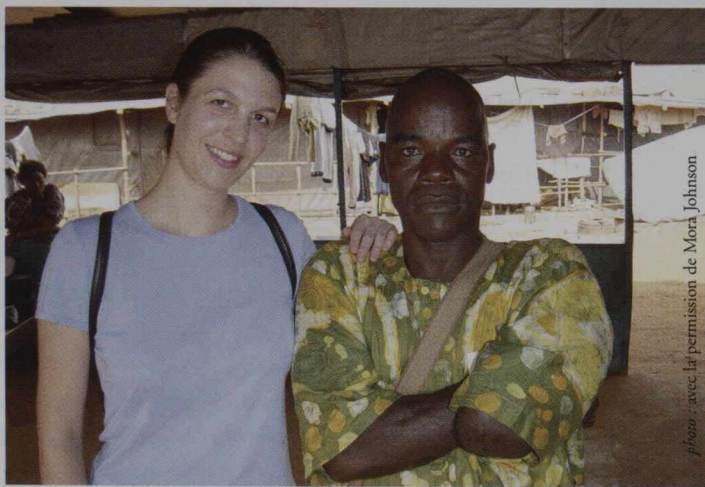
Le Tribunal tient donc dans tout le pays des assemblées où, par des jeux de rôles et des séances de questions et réponses, on explique le rôle du Tribunal aux victimes aussi bien qu'aux auteurs de méfaits.

« Si la raison d'être du Tribunal est d'instaurer un climat de justice et de responsabilité, les gens ordinaires doivent savoir ce qui se passe », précise M<sup>me</sup> Johnson.

C'est au cours d'une visite dans un camp de mutilés qu'elle a rencontré Edward Conteh, l'enseignant à qui on a coupé le bras. Elle l'a revu par la suite au Tribunal, où il suivait les premières procédures. La décision de M. Conteh de chercher réparation dans le procès qui se déroulait devant lui plutôt que de poursuivre une vengeance personnelle lui a fait une profonde impression.

« Il savait que sa vengeance n'aurait fait que perpétuer le cycle de la violence, constate-t-elle. D'une certaine façon, la réaction d'Edward incarne le principe même qui a inspiré la création du Tribunal spécial : il n'y a pas de paix sans justice. » ❁

**Pour plus de renseignements sur le Tribunal spécial pour la Sierra Leone : [www.sc-sl.org](http://www.sc-sl.org) (en anglais seulement)**



Mora Johnson et Edward Conteh dans un camp de mutilés à Freetown — Pas de paix sans justice





## Le VIH/sida en Afrique

# UN IMPÉRATIF MORAL POUR LE CANADA

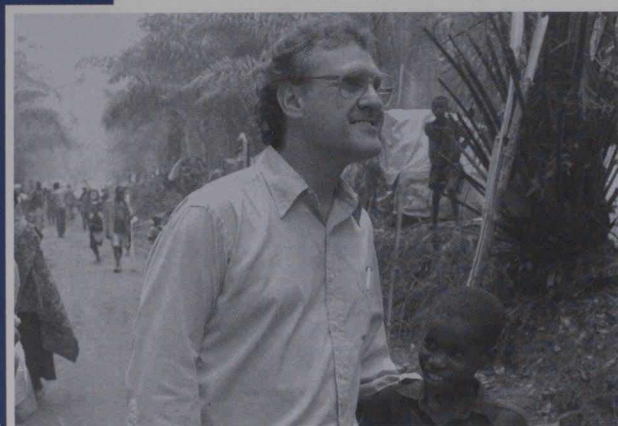


photo : UNICEF/HQ97-0062/Regier, LeMoyné

Les efforts infatigables et les plaidoyers éloquentes de Stephen Lewis à titre d'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour le VIH/sida en Afrique ont touché les Canadiens et le monde. M. Lewis, ancien ambassadeur du Canada aux Nations Unies, directeur exécutif adjoint de l'UNICEF et chef du Nouveau Parti démocratique de l'Ontario, a peut-être trouvé à 66 ans la cause la plus passionnante de sa carrière : lutter contre la pandémie qui a tué 15 millions de personnes en Afrique et dont sont infectées des dizaines de millions d'autres. Lorsqu'il s'est entretenu avec *Canada — Regard sur le monde*, M. Lewis, qui vient de recevoir l'Ordre du Canada et qui préside désormais le Conseil d'administration de la Fondation Stephen Lewis, a loué les efforts que son pays déploie en Afrique tout en l'exhortant à faire encore davantage.

### La lutte contre le VIH/sida

À mon avis, la lutte contre le VIH/sida fait partie de la lutte contre l'injustice. Idéologiquement, je suis profondément social-démocrate. En un sens, c'est pour moi une question très politique. Cela me permet de donner expression à des principes que j'ai défendus toute ma vie d'adulte. Il se trouve qu'on a affaire au VIH/sida et à une lutte particulièrement ardue qui se joue sur la scène internationale plutôt que dans un pays. Pour moi, cette lutte donne corps à une conviction idéologique; elle découle d'une position politique et non morale.

### La passion de l'Afrique

J'ai eu mon premier contact avec l'Afrique au Ghana alors que j'étais jeune instituteur en 1959. C'était deux ans après l'indépendance de ce pays. Imaginez l'enthousiasme d'un peuple qui secoue le joug du colonialisme et qui voit s'ouvrir l'avenir. C'était grisant et vivifiant! Aujourd'hui, je me promène dans les campagnes africaines affreusement décimées par la maladie et la pauvreté, et malgré tout, j'y vois une résistance et une solidarité incroyables. Les gens s'entraident avec ardeur. Il y a tellement de musique et de vivacité. Ce continent me captive complètement.

### Pourquoi le Canada a-t-il répondu à l'appel?

D'une part, c'est dans la tradition canadienne mais d'autre part, c'est un impératif moral. On peut aussi invoquer bien d'autres raisons pratiques tels la sécurité et le commerce.

Pour moi, cela relève d'une obligation morale et de la simple décence. Il s'agit d'une compassion normale à l'égard d'autres peuples qui luttent et dont le niveau de vie est à des années-lumière du nôtre. Si nous ne luttons pas contre le sida, tous les Objectifs du développement de l'ONU pour le millénaire visant l'Afrique et toutes les améliorations sociales et économiques financées par le Canada se volatiliseront sous nos yeux.

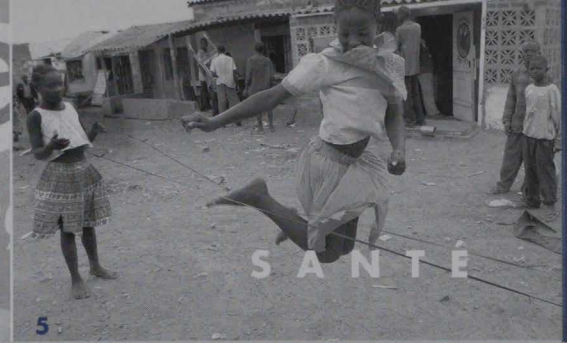
### Que fait le Canada?

Comme d'autres pays occidentaux, le Canada a pris une foule de moyens pour lutter contre la pandémie. Nous sommes l'un des pays qui contribuent le plus à la recherche d'un vaccin dans le monde en développement. Ce faisant, le gouvernement a pris à mon avis une décision exemplaire, car si cette recherche doit aboutir à quelque chose, ce sera probablement dans le cadre de l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida. Nous appuyons des organisations non gouvernementales qui, dans de nombreux pays, s'occupent de prévention et de soins. Et notre action, si elle n'est pas particulièrement différente de celle d'autres gouvernements, n'en est pas moins très utile. Mais je pense que l'initiative la plus déterminante ne verra le jour que lorsque la Chambre des communes aura légiféré sur la production et l'exportation de médicaments génériques.

### Il faut faire plus

Je suis d'accord avec le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international du Parlement, selon





lequel la contribution au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme devrait être triplée. Le second champ d'action est l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida. Lorsque l'on reviendra sur l'histoire de la pandémie, on se souviendra de l'influence du Canada dans certains domaines. Je pense que notre contribution de 50 millions de dollars à cet effort a été remarquable, mais qu'il faudrait qu'elle soit doublée. Par contre, nous avons fait preuve de négligence en ne contribuant pas de façon substantielle au Partenariat international pour les microbicides, qui vise à trouver des méthodes de prévention du VIH chez la femme. La prévention du VIH/sida est au centre de la vie des femmes et liée à la problématique hommes-femmes à laquelle s'est toujours intéressé le Canada. Il faudra probablement attendre de cinq à sept ans avant que les microbicides soient utilisés, mais il est clair qu'ils offrent aux femmes la possibilité de prévenir l'infection.

### Donner l'exemple

Diverses mesures pourraient avoir d'immenses retombées. Ainsi, la suppression des frais de scolarité ouvrirait la porte de l'école aux orphelins du sida qui n'ont pas les moyens de s'acheter des livres ou des uniformes. Un pays comme le Canada apporterait une précieuse contribution en dirigeant une campagne à cette fin. La Banque mondiale a déjà indiqué qu'elle était disposée à trouver des fonds pour dédommager les gouvernements des pertes qu'entraînerait pour eux l'élimination de ces frais. Le Canada jouerait alors un rôle d'intermédiaire entre les gouvernements et la Banque. Ce qui manque, c'est une voix et un leadership politique. Pour un pays comme le Canada, cette intervention n'exige pas d'argent, mais son influence comme membre du G7.

### Mener une action qui compte

Je me sens bien lorsque la défense d'une cause se concrétise. Pensez, par exemple, à la mère que vous rencontrez à la clinique et qui a été soignée. Elle était mourante et la voilà maintenant bien vivante, ses deux enfants jouant à ses pieds. Ou encore la petite fille de douze ans, désormais responsable de ses frères et sœurs orphelins comme elle. Grâce à votre action auprès de la collectivité, vous leur avez trouvé une bonne famille d'adoption et ils ne seront plus seuls au monde. Ou encore, vous rassemblez avec d'autres des couvertures destinées à un village où les gens ont froid la nuit, où les malades n'ont rien pour se couvrir. Ces actions on ne peut plus concrètes me rassurent et me font sentir que la vie n'est pas seulement éphémère. Je peux ainsi répéter à mes enfants ce que me disait mon père en faisant allusion à l'avènement d'une société plus juste : « Je ne le verrai pas de mon vivant, mon fils, mais toi, peut-être. » 🌱

**Pour plus de renseignements sur le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida :**  
[www.dz.undp.org/hiv-aids/HIV-AIDS.html](http://www.dz.undp.org/hiv-aids/HIV-AIDS.html)

**Pour faire un don en ligne au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme :**  
[www.theglobalfund.org/fr](http://www.theglobalfund.org/fr)

## Victimes du VIH : un regard neuf sur le sida

Lorsqu'un groupe de photographes canadiens de renom, appelé PhotoSensitive, s'est rendu en Zambie pour rendre compte de la pandémie de sida, ses membres s'attendaient à être témoins de souffrance. Toutefois, rien ne les avait préparés à une réalité fort différente : l'espoir. Ils relatent cette découverte au moyen de photographies émouvantes, regroupées en quatre catégories : la crise, le courage, l'espoir et l'avenir. Avec le concours de CARE Canada et de l'Agence canadienne de développement international, PhotoSensitive a monté une exposition de photographies largement diffusée, intitulée *Victimes du VIH*, qui vise à donner un visage humain à la lutte des Africains aux prises avec la pandémie de sida.

- 1 Le sida a déjà fait 10 millions d'orphelins dans le monde, dont ces trois enfants.

*photo : Andrew Stawicki, PhotoSensitive/CARE*

- 2 **La crise**

Le dépôt mortuaire de Lusaka est surchargé. Les photographes de PhotoSensitive ne se souviennent pas d'avoir rencontré un seul Zambien qui n'ait pas perdu un ami ou un membre de sa famille à cause d'une maladie liée au VIH.

*photo : Steve Simon, PhotoSensitive/CARE*

- 3 **Le courage**

Les grands-mères élèvent une deuxième génération en Afrique. Lorsque les parents sont malades ou meurent, ce sont souvent les grands-parents qui prennent leur relève. Le jour de la visite du photographe, cette grand-mère se sentait malade. Elle s'inquiétait de ce qui allait arriver à ses petits-enfants à sa mort.

*photo : Dick Loek, PhotoSensitive/CARE*

- 4 **L'espoir**

Les jeunes jouent un rôle déterminant dans la lutte contre le VIH/sida. L'un des principaux messages de la campagne de prévention HEART, à savoir *Soyez fiers! Pratiquez l'abstinence (ili che)*, est de mieux en mieux accueilli par les jeunes.

*photo : Tony Hauser, PhotoSensitive/CARE*

- 5 **L'avenir**

Le sida a des complices en Afrique, dont le principal est la pauvreté. Mais la honte associée au sida a également des conséquences mortelles. Les mythes au sujet de la transmission, le mépris envers les femmes, les tabous qui empêchent l'éducation sexuelle des enfants, tous ces facteurs contribuent à propager cette maladie au sein de la nouvelle génération. Ce sont là des obstacles sociaux que les Africains peuvent, et doivent, surmonter par eux-mêmes. Il n'y a pas un instant à perdre.

*photo : Dick Loek, PhotoSensitive/CARE*

**Pour visionner l'exposition de photographies *Victimes du VIH* :** [www.care.ca](http://www.care.ca)



# AMIS DES GRANDS LACS

## Le Canada copréside une organisation d'aide à la région des Grands Lacs africains.

Le Canada assume un rôle de leadership afin d'appuyer un processus pour la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région des Grands Lacs africains. Ce processus, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, est dirigé par les Africains eux-mêmes.

Coparrainé par les Nations Unies et l'Union africaine, le processus implique surtout le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, la République démocratique du Congo (RDC), le Rwanda, la Tanzanie et la Zambie. On trouve dans cette région troublée le cinquième des 25 millions

de personnes déplacées dans le monde. C'est aussi l'une des régions les plus durement touchées par la pandémie de sida; on y compte 4 millions de personnes vivant avec le VIH/sida et 3,2 millions d'orphelins du sida. La sécurité alimentaire est aussi un problème majeur, que viennent compliquer les conflits, la violence arbitraire et les déplacements de personnes.

En juin 2003, les principaux pays participant à la Conférence ont tenu leur première réunion et ont défini quatre thèmes : paix et sécurité; démocratie et bonne gouvernance; développement et intégration économique; et questions sociales et humanitaires. La Conférence vise notamment à renforcer l'intégration

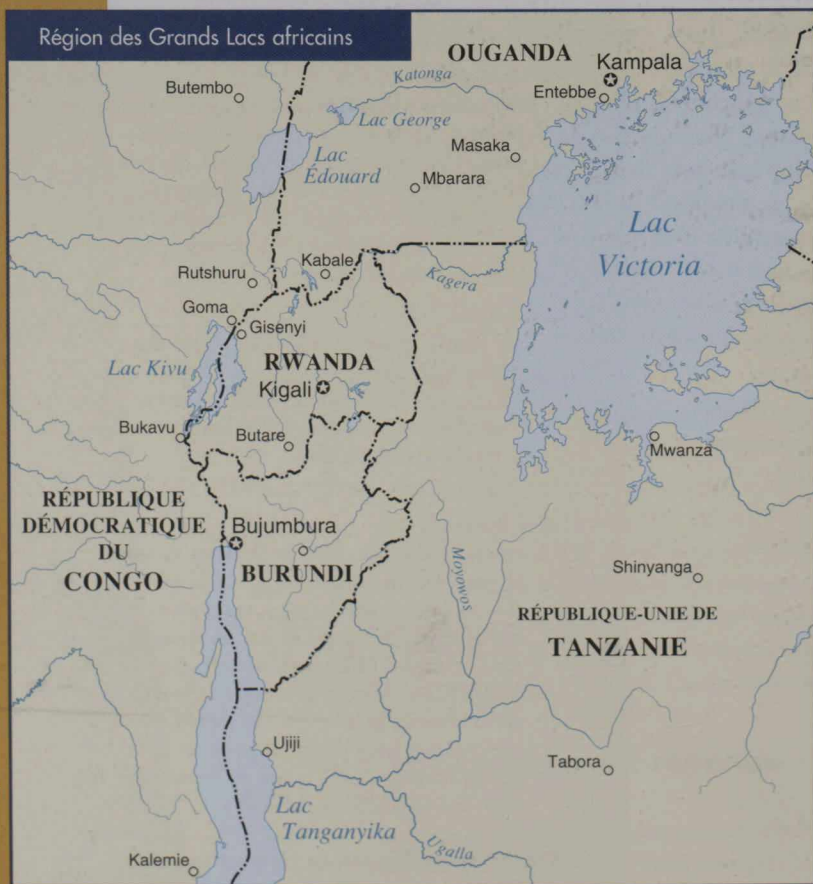
internationale pour les accompagner en qualité de partenaires dans leur processus à long terme, et ce, en leur apportant une aide politique, diplomatique, financière et technique. Suite à des consultations avec les Nations Unies et l'Union africaine, le Canada a fondé le Groupe des amis de la région des Grands Lacs, qui veillera à ce que la communauté internationale apporte le soutien nécessaire à la Conférence et aux principaux pays participants.

Le Groupe des amis est composé de 28 pays et de 10 organisations internationales. Le Canada, qui a affecté un montant initial de 1,5 million de dollars à la Conférence, en gère les activités conjointement avec les Pays-Bas.

Le Canada coopère étroitement, depuis plusieurs années, au processus de paix dans la région. Il a dirigé la Force multinationale au Congo oriental et au Rwanda en 1996. Il a également participé à l'opération Artemis, une force intérimaire multinationale d'urgence commandée par les Nations Unies, dirigée par l'Europe et déployée autour de Bunia, dans le Nord-Est de la RDC, sans oublier sa contribution normale à la Mission d'observation des Nations Unies en RDC.

Sur le plan diplomatique, le Canada a soutenu les négociations de paix tenues au Burundi, qui ont mené aux Accords d'Arusha. Il a aussi joué un rôle dans l'Accord de Lusaka, lequel a mis fin officiellement à la guerre en RDC. Plus récemment, le Canada a soutenu le Dialogue intercongolais, qui a débouché sur la création à Kinshasa d'un gouvernement et d'un parlement provisoires, actuellement en place, et sur la promesse d'élections nationales pour 2006. 🍁

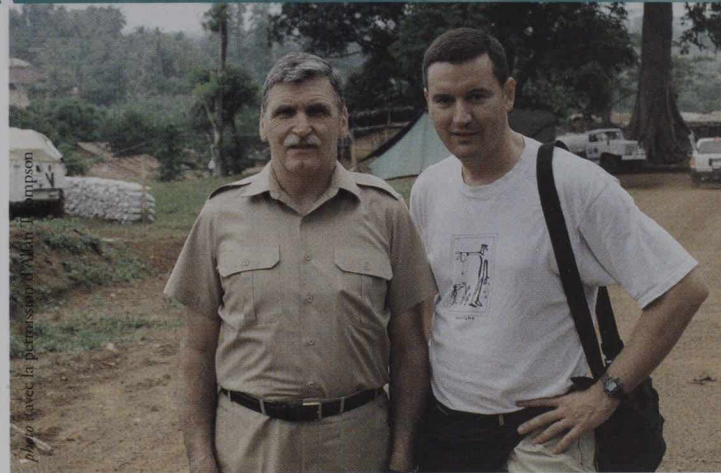
Les pays de la région comptent sur les membres de la communauté





# SOUVENIRS DU RWANDA

Le *Toronto Star* a demandé à Allan Thompson de se rendre à Arusha, en Tanzanie, à la fin du mois de janvier 2004, pour réaliser un reportage sur le témoignage du général canadien à la retraite Roméo Dallaire dans le cadre d'un procès historique, celui de Théoneste Bagosora et de trois autres militaires de haut rang. Ces derniers étaient accusés d'avoir orchestré le génocide rwandais en 1994. Le général Dallaire, alors commandant de la Force des Nations Unies au Rwanda, dont la mission s'était soldée par un échec, avait subi un traumatisme à la suite des horreurs dont il avait été témoin. À cela s'ajoutait son impuissance face à un massacre qui s'est prolongé pendant une centaine de jours, et au terme duquel près de 800 000 personnes, principalement des Hutus modérés et des membres de la minorité tutsi, ont trouvé la mort. À l'occasion du dixième anniversaire du génocide, M. Thompson, ancien correspondant parlementaire pour le *Star* et maintenant professeur de journalisme à l'Université Carleton, propose une réflexion sur les horreurs du passé et les perspectives d'avenir pour le général Dallaire, le Canada et le monde.



À l'heure où le monde tourne de nouveau son attention vers le Rwanda, même brièvement, le général Roméo Dallaire se retrouve, lui aussi, sous le feu des projecteurs. D'une certaine façon, c'est un peu comme s'il n'avait jamais quitté ce pays.

Véritable gardien de la conscience du monde occidental et dépositaire de la douleur et des regrets de tous ceux qui n'ont pas bougé pendant que près de 1 million de personnes étaient massacrées, il a repris son rôle de commandant de la mission des Nations Unies au Rwanda pendant presque deux semaines, fin janvier dernier. Cette fois-ci, il était retourné en Afrique pour témoigner contre l'un des cerveaux présumés du génocide, Théoneste Bagosora, ancien colonel de l'armée rwandaise.

Depuis des années, malgré la vive appréhension qu'il éprouvait à la perspective de le faire, le général Dallaire était impatient de témoigner contre l'ancien colonel. Le supplice enfin terminé, il m'a avoué s'être senti cloué sur place dans la salle du tribunal, le regard fixé sur Bagosora. « Il a été très difficile pour moi d'admettre que tout était fini. Je ne pouvais me résoudre à lâcher prise », a-t-il déclaré après une entrevue réalisée à l'issue des sept jours de témoignage.

Le fait de voir Bagosora, a-t-il ajouté, l'a ramené à l'époque du génocide. « Tout ce que je voyais dans ma tête, c'était des corps et d'innombrables

scènes d'horreur. C'est un peu comme si je visualisais tout cela en accéléré, comme si j'étais forcé de regarder des millions d'images à la fois. »

Toutefois, en restant maître de lui, et en réussissant à se concentrer pendant les sept jours qu'a duré son témoignage, le général Dallaire a montré qu'il réalisait des progrès. Ces dernières années, il a commencé à reconstruire sa vie, notamment en publiant *J'ai serré la main du diable*, un compte rendu de ce qu'il a vécu au Rwanda, et en se préparant à mener des recherches, cet automne, à l'Université Harvard, au prestigieux Carr Center for Human Rights Policy.

Le général Dallaire a affirmé s'être senti beaucoup mieux au moment de quitter le Rwanda qu'à son arrivée et qu'il est maintenant prêt à y retourner au début d'avril, avec sa femme Élisabeth, à l'occasion de la cérémonie commémorant le dixième anniversaire du génocide. Néanmoins, il est également prêt à tourner la page, et prévoit, grâce à une bourse qui lui permettra de poursuivre des recherches à Harvard, écrire un nouveau livre sur le règlement des conflits.

« Il est impossible de désamorcer les conflits avec des méthodes antérieures à 1989, héritées de la guerre froide ou s'inspirant du concept d'État-nation, a-t-il affirmé. J'ai le sentiment que la plupart des auteurs se penchent sur la façon d'adapter des méthodes déjà connues. Je crois plutôt qu'il faut développer

des idées totalement nouvelles permettant de prévoir la nature des conflits. »

Il lui arrive encore à l'occasion de repenser au Rwanda. À cet égard, il précise que la visite qu'il effectuera en avril n'a rien à voir avec le pèlerinage personnel qu'il souhaite faire pour clore à jamais l'épisode tragique du génocide, pleurer les morts et « reprendre contact avec les esprits ».

« Dans ce pays, c'est toujours le printemps. La nourriture pousse dans les arbres. On trouve facilement des légumineuses ou du lait de chèvre pour se nourrir. Et le pays est découpé en milliers de collines et de vallées.

« C'est généralement le matin que l'on ressent davantage le caractère unique de ce pays. Sur les routes de montagne, on peut observer le brouillard en contrebas. En se dissipant et en se mouvant au creux des vallées, le brouillard semble former une entité. Pour ensuite disparaître.

« C'est un endroit extraordinaire pour s'asseoir et contempler le paradis. »

**Pour lire le compte rendu d'un symposium sur les médias et le génocide rwandais tenu à l'Université Carleton en mars 2004 : [www.carleton.ca/mediagenocide](http://www.carleton.ca/mediagenocide) (en anglais seulement)**

C'est en 1996 qu'Allan Thompson (à droite) fait pour la première fois un reportage sur le Rwanda durant l'exode massif de réfugiés rwandais en provenance de l'Est du Zaïre. Il a réalisé une série d'articles sur la carrière de Roméo Dallaire pour le *Star*, y compris un reportage spécial sur le voyage que celui-ci a effectué en 2001 lors d'une mission qu'il menait pour l'ACDI en Sierra Leone. Cette photo a été prise au cours de cette mission d'enquête sur les enfants affectés par la guerre.



# MEILLEURES PERSPECTIVES POUR LE COMMERCE

## Risques et avantages du commerce et de l'investissement en Afrique

Pour les habitants des régions les plus retirées de l'Afrique, il n'est pas toujours facile de s'éclairer, mais les produits non polluants et sûrs de la société canadienne Glenergy Inc. leur simplifient aujourd'hui beaucoup la tâche.

Cette petite entreprise de Pembroke, en Ontario, se spécialise en effet dans les appareils d'éclairage alimentés par pile solaire. Elle produit, par exemple, une lampe de lecture, appelée Edulight, qui emmagasine l'énergie le jour et donne six heures d'éclairage le soir venu. Son président, Glen MacGillivray, explique que ses lampes sont durables, réduisent la fatigue oculaire, les accidents et les effets environnementaux nuisibles résultant de l'utilisation de chandelles et de lampes à l'huile, et « sont parfaites pour les endroits où il n'y a pas

d'électricité mais beaucoup d'ensoleillement ». Or, l'Afrique répond bien à cette description, et Glenergy a vendu ses Edulights en Afrique du Sud, au Ghana, au Kenya et au Nigéria. L'entreprise entend bien aussi pénétrer de nouveaux marchés et offrir d'autres types de lampes solaires dans les mois à venir.

La présence de Glenergy en Afrique reflète bien l'innovation et les compétences que les Canadiens apportent à ce continent dans les domaines du génie, des télécommunications et de la médecine, entre autres. La technologie n'est cependant qu'une facette des opérations commerciales canadiennes sur ce marché, qui présente à la fois des défis et un immense potentiel inexploité.

En 2003, le Canada a exporté pour 1,3 milliard de dollars de biens comme des céréales et de la machinerie vers les pays africains. De l'Afrique, nous avons importé pour 4,2 milliards de dollars de produits, surtout des hydrocarbures, des fruits et du cacao. À la fin des années 1990, on estimait que plus de la moitié des entreprises minières africaines avaient une participation canadienne, ce qui faisait du Canada le plus important investisseur non africain sur le continent.

Malgré les nombreuses réformes qui s'y opèrent, et même si elle offre un rendement élevé sur l'investissement étranger, l'Afrique demeure marginale sur le plan économique. Avec 13 p. 100 de la population mondiale, elle ne compte que pour environ 2 p. 100 du commerce mondial et 1 p. 100 des investissements.

« Les problèmes de l'investissement en Afrique sont multiples et bien connus », a affirmé Ibrahim Gambari, secrétaire général adjoint des Nations Unies et conseiller spécial pour l'Afrique, lors d'une conférence tenue récemment à Montréal. L'infrastructure essentielle au commerce laisse souvent à désirer et le cadre juridique, les services financiers, les marchés financiers et la coopération

du secteur public qu'on trouve dans les régions plus développées du monde ne sont pas toujours là. »

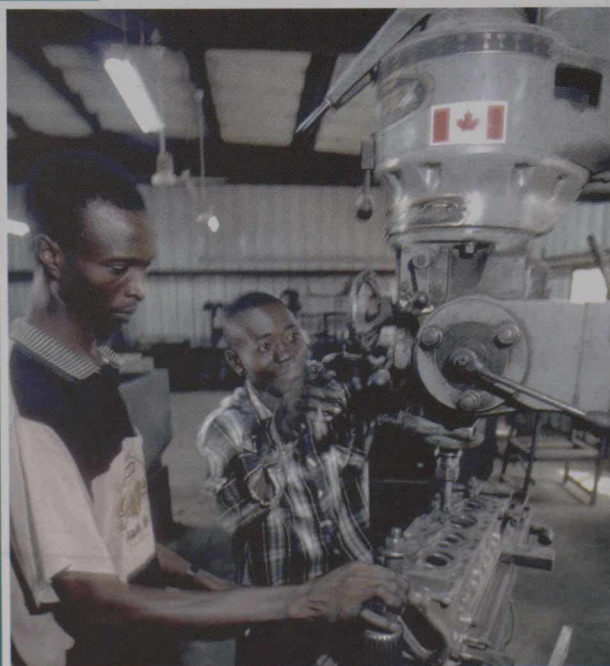
Glen MacGillivray est d'accord avec ce constat. « Il n'est jamais facile de faire des affaires en Afrique, qu'il s'agisse des différences culturelles dans la gestion des relations ou encore de demandes de paiement non conventionnelles qui vous forcent parfois à sortir de votre zone de confort. »

Pour permettre aux entreprises canadiennes de naviguer avec plus d'aisance dans l'environnement commercial complexe mais prometteur de l'Afrique, le Canada a élaboré une stratégie qui arrime les objectifs commerciaux à ceux de la politique étrangère à long terme, le but étant d'aider les Africains à réduire la pauvreté et à devenir des acteurs plus importants dans l'économie mondiale.

**Avec 13 p. 100 de la population mondiale, l'Afrique ne compte que pour environ 2 p. 100 du commerce mondial et 1 p. 100 des investissements.**

La détermination du Canada à aider ses propres citoyens à faire des affaires en Afrique va dans les deux sens. L'an dernier, par exemple, le Canada a éliminé les droits de douane et les quotas sur presque toutes les importations en provenance des 48 pays que l'ONU appelle « les moins avancés », dont 34 se trouvent en Afrique. Les conditions canadiennes d'accès au marché sont ainsi devenues parmi les plus généreuses au monde.

Le Fonds canadien pour l'Afrique soutient aussi une série d'initiatives qui visent à accroître la capacité commerciale de l'Afrique, sur le continent même comme avec le reste



Fabrication de pièces détachées de machines au Ghana — Attirer l'investissement public et privé est la clé du succès en commerce.





Il est essentiel que l'infrastructure et la capacité commerciale soient améliorées en Afrique.

du monde. Il aide également les Africains à mieux défendre leurs propres intérêts lors de la négociation d'accords commerciaux internationaux.

Pour aider à atténuer des problèmes sociaux tels que les pertes de vies provoquées par des maladies comme le VIH/sida, des changements ont été proposés aux lois canadiennes qui permettraient d'exporter des médicaments à faible coût dans les pays les moins avancés. Les modifications à la *Loi sur les brevets* et à la *Loi sur les aliments et drogues*, actuellement à l'étude au Parlement, permettront la fabrication générique de médicaments brevetés et leur exportation afin de répondre aux graves épidémies dans ces pays pauvres.

« Nous ne remettons pas en cause le bien-fondé des droits de propriété intellectuelle, a déclaré en janvier dernier le premier ministre Paul Martin lors du Forum économique mondial de Davos, en Suisse. Mais nous avons aussi une obligation morale à remplir, soit aider, dans la mesure du possible, à soulager ceux qui souffrent. »

Concernant le développement à long terme de l'Afrique, Ibrahim Gambari estime que le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA) et le Mécanisme africain d'examen par les pairs créent « les conditions propices à l'investissement », car ils permettent de suivre le progrès des gouvernements africains vers des processus politiques transparents et une saine gestion de l'économie.

Dans le cadre de ses engagements au titre du NPDA, le gouvernement du Canada instituera le Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique dans lequel il versera 100 millions de dollars. Le Fonds vise à susciter des investissements du même ordre de la part du secteur privé, l'argent devant être injecté dans des entreprises commerciales et des partenariats.

Pour Glen MacGillivray, ce genre d'investissement présente certes des problèmes, mais aussi d'intéressantes possibilités. « Nous parlons ici de marchés extraordinaires et de besoins énormes, dit-il. Nous vivons une époque intéressante. » 🍁

Pour lire des nouvelles récentes concernant le commerce avec l'Afrique, consultez les numéros du 1<sup>er</sup> et du 15 avril de *CanadExport*, la publication bimensuelle sur l'investissement et le commerce du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Les archives de cette publication contiennent d'autres articles au sujet du commerce avec l'Afrique. Pour accéder à *CanadExport* en direct : [www.dfait-maeci.gc.ca/canadexport](http://www.dfait-maeci.gc.ca/canadexport)

## Pleins feux sur l'Algérie

Pour la plupart des gens, le couscous est un mets exotique. Or, la prochaine fois que vous en verrez une boîte au supermarché, examinez la liste des ingrédients et le pays d'origine. Il y a fort à parier qu'il s'agira de blé canadien.

Les Algériens aiment beaucoup le couscous, et celui qu'ils consomment provient en grande partie du Canada. En fait, nos échanges commerciaux avec les pays d'Afrique du Nord, et notamment le blé dur qu'ils achètent au Canada chaque année pour produire le couscous, font de l'Algérie le premier partenaire commercial du Canada dans toute la région de l'Afrique et du Moyen-Orient.

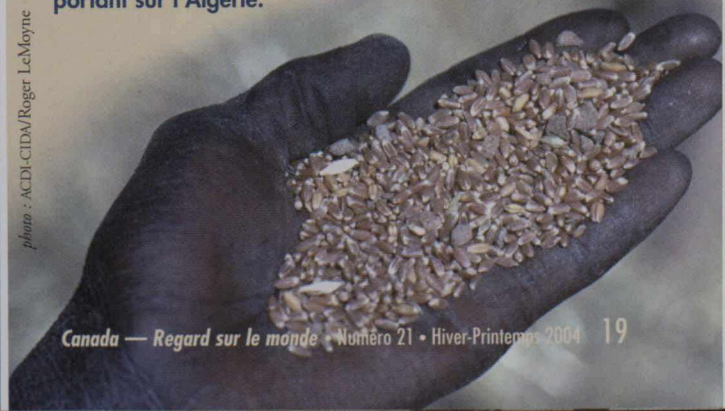
Les exportations et importations réciproques du Canada et de l'Algérie ont atteint une valeur de plus de 2,7 milliards de dollars en 2003. Alors que le pétrole et le gaz naturel constituent la presque totalité des importations du Canada en provenance de l'Algérie, les céréales dominent les exportations canadiennes vers ce pays. L'Algérie est un des cinq plus grands marchés extérieurs du blé dur canadien.

Les deux pays entretiennent des relations diplomatiques depuis que l'Algérie a acquis son indépendance, en 1962. Les liens qui les unissent ont perduré durant la récente décennie de turbulence politique ponctuée d'actes de violence terroriste intérieure, dont l'Algérie semble émerger graduellement.

La stabilité revient peu à peu et le gouvernement algérien, avec l'aide du Canada, a entrepris des réformes politiques et économiques en vue de se doter d'une économie de marché plus prospère. Depuis 1964, l'Algérie a reçu 150 millions de dollars en aide du Canada. L'Agence canadienne de développement international, dans le cadre de son fonds de développement du secteur privé, a signé récemment un nouvel accord avec l'Algérie pour soutenir ses programmes de réforme économique.

L'engagement politique de l'Algérie dans le monde s'accroît. Représentant actuellement les pays arabes au Conseil de sécurité des Nations Unies, l'Algérie appuie diverses initiatives internationales menées par le Canada. C'est ainsi qu'elle a signé et ratifié la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel et participé à la Conférence de Winnipeg sur les enfants touchés par la guerre. Quant au président Abdelaziz Bouteflika, c'est un fervent champion du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

Pour plus de renseignements sur le commerce avec l'Algérie, consultez le site Web du Service des délégués commerciaux à [www.infoexport.gc.ca](http://www.infoexport.gc.ca) et cherchez la section portant sur l'Algérie.





## BÂTIR DES VILLES DURABLES

On estime que d'ici 2030, les deux tiers de la population mondiale vivra en zone urbaine. C'est pourquoi les villes sont désormais au centre des efforts pour assurer un développement durable à l'échelle de la planète. Des programmes comme l'Initiative des villes durables (IVD), menée par Industrie Canada, sont au cœur de l'action visant à aider les citoyens à améliorer leurs villes. Cette initiative met à contribution un réseau d'experts qui, par leurs travaux d'analyse et de planification ainsi que par leurs démarches et leur appui, contribuent à atténuer les conséquences du développement actuel et futur du milieu urbain.

Durban, en Afrique du Sud, est l'une des quatre villes africaines qui, avec la collaboration de l'IVD, s'attachent à mettre en œuvre un certain nombre de mesures propres à promouvoir un développement durable. Cette ville portuaire, fourmillante d'activité, a mis

sur pied un programme d'assainissement et prévoit remettre en état une station balnéaire très fréquentée. Par ailleurs, elle s'inspire de modèles canadiens pour améliorer la connectivité de son gouvernement. De plus, un centre de promotion des technologies propres est en voie d'être créé afin d'aider les entreprises de Durban à trouver des solutions économiques pour réduire les émissions polluantes toxiques.

À Alger, en Algérie, à la suite d'un tremblement de terre survenu récemment, l'IVD a aidé à l'évaluation, hautement prioritaire, des risques posés par les habitations endommagées et à l'examen des mesures de remise en état envisagées. À Dakar, au Sénégal, l'IVD contribue à l'élaboration d'un plan de gestion des eaux d'orage, de mesures pour réduire les embouteillages et de projets visant à améliorer l'éclairage urbain tout en favorisant l'efficacité énergétique. L'équipe de la dernière

ville à se joindre à l'IVD, Dar es-Salaam, en Tanzanie, se penche sur l'amélioration des transports publics, la gestion des déchets solides, la sécurité en milieu urbain, la planification urbaine et l'utilisation des sols.

« Le concept adopté pour l'IVD, à savoir la mise à contribution de différents secteurs, y compris les pouvoirs publics, les organisations non gouvernementales et les entreprises privées, s'avère efficace pour bâtir les villes de demain, a déclaré le maire de Durban, Obed Mlaba. Grâce au savoir-faire de ses intervenants, l'IVD aide les villes à évaluer leurs besoins et à mobiliser les efforts nécessaires pour la mise en œuvre de solutions. Sans l'IVD, il nous faudrait des années pour obtenir les mêmes résultats. »

**Pour plus de renseignements sur l'Initiative des villes durables menée par Industrie Canada :**  
[www.ivd.ic.gc.ca](http://www.ivd.ic.gc.ca)

Durban, en Afrique du Sud — Les villes jouent un rôle déterminant dans le développement durable à l'échelle mondiale.

## LA GESTION DE L'EAU À 800 KILOMÈTRES DE LA TERRE

De nos jours, il est beaucoup question d'exploration spatiale et, tout particulièrement, de la recherche d'eau sur des planètes éloignées. Pour sa part, l'Agence spatiale canadienne (ASC) se concentre sur des sources plus facilement accessibles.

Le satellite RADARSAT-1 de l'ASC est l'outil technologique le plus puissant dans le monde pour la collecte de données sur l'emplacement et le mouvement de l'eau terrestre. Conçu en 1995, il devait d'abord servir à suivre le mouvement des glaces et à délimiter le territoire de l'Arctique canadien. Dans le cadre du programme Tigre, l'ASC s'appête actuellement à collaborer avec l'Agence spatiale européenne pour donner suite aux recommandations formulées lors du Sommet mondial sur le développement durable de 2002. Il

s'agit d'utiliser la technologie satellitaire pour améliorer la gestion des ressources en eau dans les pays en développement. Cette initiative vise la mise sur pied d'une capacité d'observation de la Terre pour la surveillance et la gestion des ressources en eau, spécialement en Afrique.

« L'aérospatiale peut contribuer à la mise en œuvre d'initiatives conjointes avec les pays en développement », observe Yves Crevier, gestionnaire de projets à l'ASC. L'Agence s'attend à ce que cette technologie améliore sensiblement la capacité des Africains à gérer efficacement l'utilisation, la consommation, la distribution et la qualité de leurs ressources en eau. Cela englobe tous les domaines d'action, de la communication de renseignements sur les réserves d'eau en général aux enquêtes épidémiologiques sur les maladies

transmissibles par l'eau, en passant par la protection contre les orages et l'érosion, ainsi que l'irrigation nécessaire à l'agriculture. Par ailleurs, la collecte de données satellitaires pour surveiller et gérer les terres humides africaines où se reproduisent les moustiques porteurs du paludisme n'est que l'une des nombreuses utilisations de la technologie conçue par l'ASC. Selon M. Crevier, le programme Tigre « fournit à l'ASC une excellente occasion de faire valoir l'utilité de la technologie spatiale pour le développement durable ».

**Pour plus de renseignements sur les initiatives de l'Agence spatiale canadienne :**  
[www.espace.gc.ca](http://www.espace.gc.ca)



# RADIOS À LA RESCOUSSE DES ESPÈCES MENACÉES

Les provinces canadiennes sont réputées pour leurs programmes efficaces de protection de la faune. Or, ces programmes exigent du matériel et des stratégies de pointe pour déjouer les braconniers et les vandales de plus en plus futés qui chassent la faune par appât du gain ou pour le sport. Lorsque Dave Harvey, directeur de l'application et de l'observation des règlements à Environnement Saskatchewan, a été chargé de trouver un nouvel usage pour un équipement de communication mobile déclassé, il était résolu à l'envoyer là où on en avait le plus besoin.

C'est ainsi qu'est née l'idée d'expédier en Afrique des radios qui avaient servi à la surveillance et à la patrouille en Saskatchewan. Le trafic des espèces menacées est une industrie de 6 milliards de dollars par année, d'après le groupe sans but lucratif WildAid. Ce commerce illégal est basé en grande partie en Afrique, où les éléphants et les rhinocéros en particulier sont chassés pour leurs défenses, leurs cornes, leur viande et

leur peau. Dans certains pays africains, les autorités des services de protection de la faune ont très peu d'équipement. Selon M. Harvey : « Ils n'ont rien de plus, bien souvent, qu'un fusil de calibre .303 et une paire de chaussures. » Les 228 radios Motorola PT 300 excédentaires auront un effet significatif sur les activités de patrouille et de surveillance, et amélioreront les opérations d'encerclement et de capture de braconniers.

Un vaste réseau de partenaires, au Canada et à l'étranger, a collaboré à l'opération de transfert des radios à des régions d'Afrique où la faune est menacée. Tout d'abord, les radios ont été offertes en don par l'association des agents de conservation de la Saskatchewan, qui les avait achetées de la province pour une somme symbolique. Le gouvernement de la Saskatchewan s'est assuré que les appareils fonctionnaient bien et les a envoyés à Environnement Canada, où le Service canadien de la faune (SCF) a établi les contacts nécessaires en Afrique pour le transfert. Le SCF a rapidement obtenu l'aide du Fonds international pour la protection des animaux, qui a donné 110 antennes et 7 524 piles, afin que les radios soient remises aux autorités africaines de protection de la faune sous forme d'ensembles complets prêts à l'emploi. Le SCF a alors coopéré

avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international pour les faire livrer par courrier diplomatique.

Les radios sont maintenant utilisées par les services de protection de la faune dans 11 pays d'Afrique, y compris le Ghana, le Kenya, le Mali, le Nigéria, le Sénégal, la Tanzanie et le Tchad, et il est question de constituer un réseau permanent pour le transfert d'autre matériel excédentaire du Canada aux services de protection de la faune du monde entier, pour la lutte contre les braconniers. « Ces gens-là sont très bien organisés, affirme Yvan Lafleur, directeur de l'application de la *Loi sur la faune* au SCF. C'est seulement par la coopération qu'on peut combattre ce genre de crime. »

**Pour plus de renseignements sur le programme des radios pour la faune, consultez l'EnviroZine d'Environnement Canada : [www.ec.gc.ca/envirozine/french/home\\_f.cfm](http://www.ec.gc.ca/envirozine/french/home_f.cfm)**



| Motorola PT 300

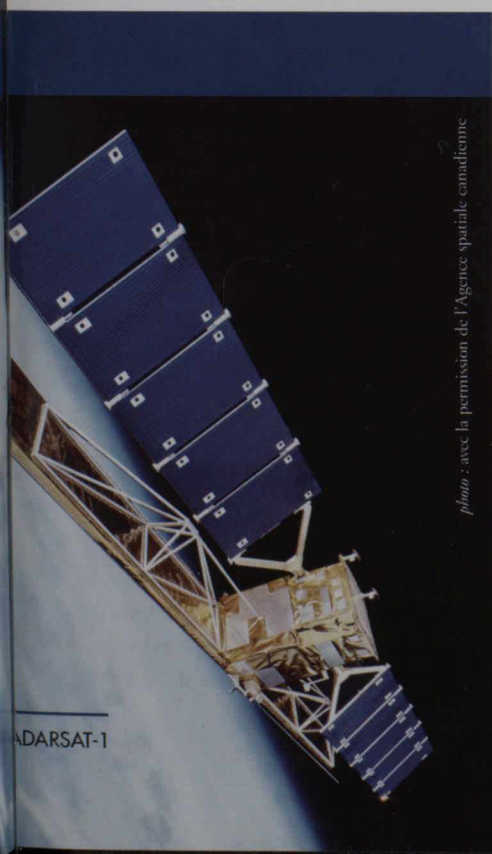


photo : avec la permission de l'Agence spatiale canadienne



photo : ACQUICIDA/David Barbour



## LA CONVERGENCE DES CULTURES DU CANADA ET DE L'AFRIQUE

Depuis plus d'une génération, des écrivains canadiens de toutes les origines explorent l'Afrique. La circulation transatlantique des idées et des livres n'a jamais été aussi riche.

Lorsque l'auteur Ken Wiwa contemple le paysage de la fenêtre de son bureau, à la recherche d'inspiration, son regard se pose sur un espace vide blanc, telle une page blanche, le quadrilatère du Collège Massey à l'Université de Toronto. « C'est difficile de s'imaginer l'Afrique », de dire l'auteur.

Pourtant, c'est ce que Ken Wiwa, auteur accompli de récits non romanesques et chroniqueur pour le *Globe and Mail*, tente actuellement de faire : rédiger son premier roman, une exploration de la mémoire tribale et des bouleversements survenus sous le soleil des tropiques,

de la cacophonie des cris et des hurlements, de la pollution, de l'exubérance et de la chaleur de son Nigéria natal. « Je remarque constamment que les reportages concernant l'Afrique présentés par les médias d'information canadiens ne portent que sur les problèmes et les difficultés, observe-t-il. Cela rend les gens méfiants à l'égard de l'Afrique. » Or, M. Wiwa souligne qu'un sondage récent en Grande-Bretagne a révélé que les Nigériens se considéraient comme le peuple le plus heureux du monde. « Les problèmes sont bien réels mais, de l'extérieur, il est difficile d'interpréter avec justesse la complexité de l'Afrique. »

Cependant, un nombre étonnant d'auteurs canadiens ont justement tenté de comprendre cette complexité — et certains y sont parvenus avec grand succès.

En voici deux exemples récents : M.G. Vassanji de Toronto, lauréat à deux reprises du prix Giller (tout récemment, en 2003, pour son roman *The In-Between World of Vikram Lall*, portant sur le Kenya), et Gil Courtemanche, auteur québécois d'*Un dimanche à la piscine à Kigali*. Selon Carole Boutin, qui s'occupe des droits pour la maison d'édition Les Éditions du Boréal, cette œuvre, best-seller au Canada français et anglais, a été traduite en 15 langues, les dernières traductions étant en danois et en croate.

Le Canada joue un rôle secondaire dans ces ouvrages. Les narrateurs de M.G. Vassanji racontent leur histoire à partir de Toronto, calme et sécuritaire, mais l'action se passe au Kenya. L'histoire de son livre *Book of Secrets* se déroule en partie dans le passé colonial de



photo : PC (Derek Oliver)

l'Afrique de l'Est, caractérisé par la construction du chemin de fer et le défrichage. Le roman *Vikram Lall* se passe principalement à l'époque de la lutte sanglante pour l'indépendance du Kenya, au cours de laquelle les Mau-Mau faisaient la guerre aux colonisateurs blancs, tandis que les Kényans indiens — groupe dont fait partie la famille de M.G. Vassanji, un descendant de travailleurs forcés amenés par les Britanniques — attendaient avec inquiétude, pris entre deux feux.

Gil Courtemanche situe également l'action de son roman en Afrique, dans la capitale du Rwanda au moment du génocide Hutu-Tutsi. Au cœur de l'intrigue se trouve un journaliste et coopérant québécois amoureux d'une femme hutu. Il est consterné de voir qu'un major-général canadien au service des Nations Unies n'empêche pas l'imminent génocide. Au nombre des personnages figurent des diplomates canadiens incompétents. Le portrait que l'auteur dresse de ses compatriotes



Ken Wiwa : « C'est difficile de s'imaginer l'Afrique. »

est d'un tel cynisme que l'on pourrait se demander pourquoi le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) a financé une partie de la tournée de promotion du romancier.

« Le roman de Gil Courtemanche n'est qu'un exemple des œuvres de qualité écrites par des auteurs canadiens au sujet de l'Afrique, explique Peter Stephens, directeur du programme de littérature au MAECI. Bien qu'il s'agisse d'un livre de fiction traitant d'événements ayant eu lieu au Rwanda, les faits troublants qu'il évoque ne montrent pas toujours les Canadiens sous leur meilleur jour. Or, cela ne diminue en rien la valeur littéraire de cet ouvrage. »

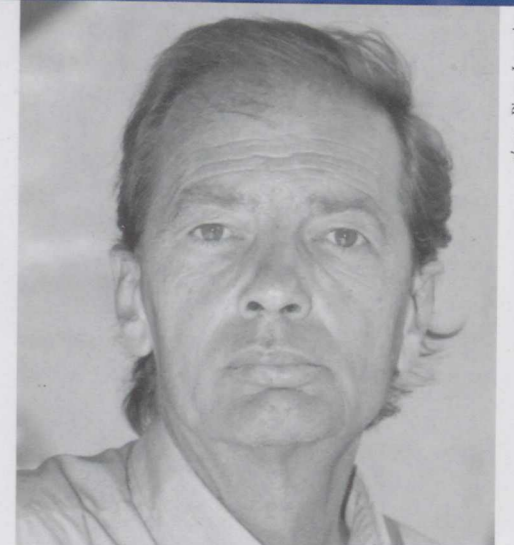
Ces romans canadiens comptent parmi les plus récents livres qui ont été écrits sur le sujet depuis des décennies, du moins depuis 1970, année où Dave Godfrey a gagné le prix du Gouverneur général pour son roman

*The New Ancestors*, qui porte sur les coopérants canadiens en Afrique de l'Ouest. (Godfrey est également fondateur de la maison d'édition House of Anansi, dont le nom provient d'Anansi, dieu-araignée, filou et conteur — un personnage légendaire en Afrique de l'Ouest.)

Mentionnons aussi Margaret Laurence, qui parle des années où elle a vécu en Somalie et au Ghana avec son mari dans *The Prophet's Camel Bell* et d'autres œuvres; Audrey Thomas, qui explore les politiques relatives à l'aide humanitaire au Ghana dans *Coming Down From Wa*; Isabel Huggan, dont plusieurs histoires de sa collection *You Never Know* se déroulent à Nairobi; et Barbara Gowdy, qui imagine la vie en tant qu'éléphante dans *The White Bone*. Parmi les ouvrages francophones, citons *Trou de mémoire* d'Hubert Aquin et *Le Saint-Élias* de Jean-Jacques Ferron.

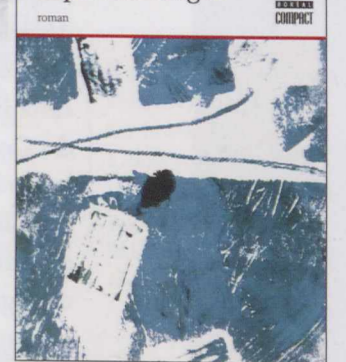
Ces auteurs sont préoccupés par les relations chargées de culpabilité existant entre les pays industrialisés et le tiers monde, et ils tentent de résoudre les énigmes liées au développement et à la justice en Afrique. Un autre groupe de Canadiens, écrivains d'origine africaine, se concentrent sur la façon de délivrer les peuples africains des traumatismes du passé en abordant les questions de l'émigration et de la création d'une identité postcoloniale. Figurent parmi ces auteurs, George Seremba, dramaturge né en Ouganda; David Odhiambo, poète et dramaturge; et Esi Edugyan, auteur de Calgary, dont le premier roman *The Second Life of Samuel Tyne* sera publié cette année par Knopf Canada.

Peu importe leur point de vue, lorsque les écrivains se mettent à créer, les tons éclatants de l'Afrique tendent à transcender les couleurs sobres du Canada. Pourtant, on peut dresser



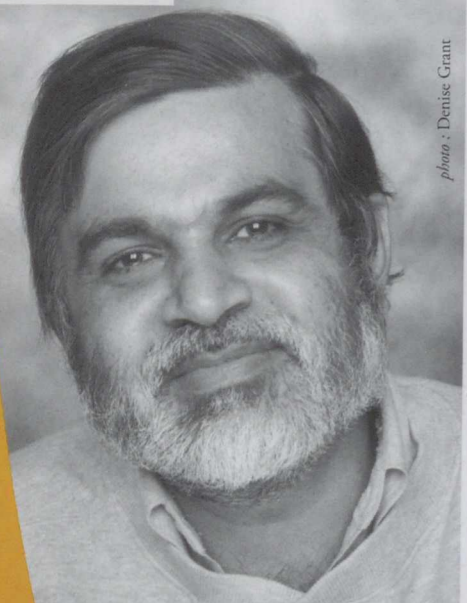
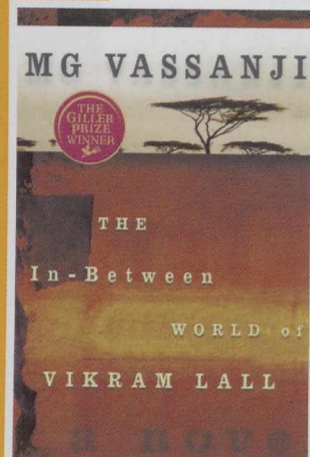
Gil Courtemanche

Gil Courtemanche  
*Un dimanche à la piscine à Kigali*



bien des parallèles entre les récits de ces auteurs et les histoires propres au Canada : la survie dans de vastes paysages inhospitaliers, les drames liés à la rencontre des Autochtones avec les Européens, l'ouverture de territoires par les capitalistes et la construction de chemins de fer et, bien entendu, la saga moderne de l'apprentissage de la vie au sein de communautés multilingues et multiculturelles. Ces sujets sont au cœur même de la littérature canadienne. Il n'est donc pas étonnant que les auteurs travaillant au Canada puissent s'inspirer de thèmes semblables d'autres pays pour enrichir leurs œuvres.

De son bureau surplombant un paysage enneigé, Ken Wiwa note que « la seule façon d'avoir accès à l'Afrique, depuis Toronto, c'est de faire appel aux souvenirs et à la musique. Peut-être qu'au fond, il est avantageux de se trouver au Canada, car là-bas il n'est pas aisé de faire la part des choses ». ♦



M.G. Vassanji



## L'IMPORTANCE DE TRANSMETTRE LE SAVOIR

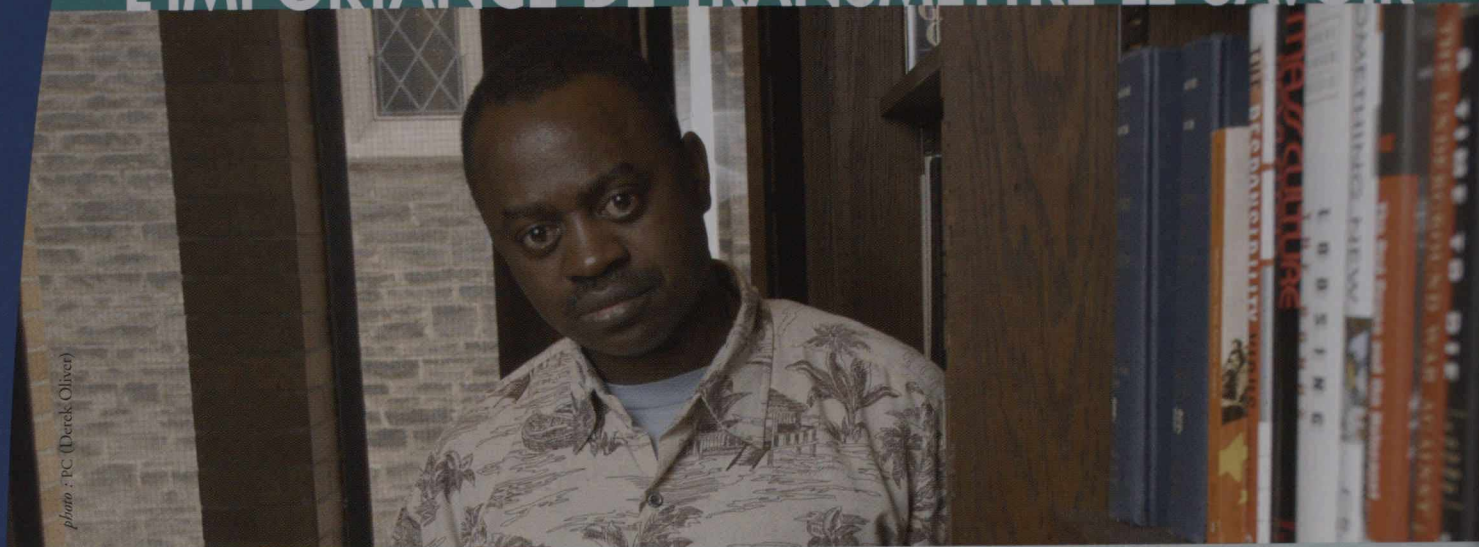


photo : PC (Derek Oliver)

Un rêve réalisé — Grâce au Programme de bourses du Commonwealth, Kolawole Olaiya prépare un doctorat au Canada.

**Depuis plus de quatre décennies, des Africains ayant étudié dans des universités canadiennes grâce aux bourses du Commonwealth enrichissent la vie intellectuelle, culturelle et politique ainsi que le milieu des affaires de leur pays d'origine — et du Canada.**

Enfant, Kolawole Olaiya rêvait d'une carrière de professeur, mais ses chances paraissaient bien minces : né dans une famille modeste de l'Ouest nigérian, aîné de sept enfants, il connaît dans ses jeunes années une existence nomade, son père militaire étant muté successivement dans diverses garnisons du pays. Pourtant, son père, qui croit à l'éducation, fait en sorte que son fils reste au même endroit la durée de ses études secondaires. Le jeune homme fréquente ensuite l'université, où il décroche des diplômes en art dramatique et en littérature africaine avant d'entrer à la Régie de la télévision nigérienne pour y enseigner la rédaction de scénarios.

Il rêve toutefois encore d'une carrière universitaire. En 1999, il pose sa candidature au Programme de bourses du Commonwealth et réussit à obtenir une

bourse. Parmi la demi-douzaine de pays du Commonwealth où il peut poursuivre ses études, il choisit le Canada pour sa qualité de vie. Il s'apprête à rentrer cette année dans son pays nanti d'un doctorat en études dramatiques de l'Université de Toronto, et attribue la réalisation de son rêve à sa prestigieuse bourse du Commonwealth.

« La première étape de ma mission consistait à acquérir des connaissances », dit M. Olaiya, 40 ans, qui retournera à la Régie de la télévision nigérienne, et projette aussi d'enseigner à l'Université de Jos, dans le centre du Nigéria. « Il est maintenant temps de passer à la deuxième étape de ma mission et de rentrer chez moi transmettre mon savoir à d'autres. »

C'est justement ce que les architectes du Programme de bourses du Commonwealth souhaitaient lorsqu'ils ont institué ce programme d'études supérieures. Proposé par le Canada pour la première fois en 1958 et présenté par le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures de l'époque, Sidney Smith, lors d'une conférence de fonctionnaires du Commonwealth, ce régime de bourses permet à des universitaires méritants d'élargir leurs horizons intellectuels dans une université d'un autre pays du Commonwealth. Les boursiers reçoivent environ 25 000 \$

par année d'études pour leurs frais de scolarité et de subsistance et leurs déplacements pour effectuer de la recherche ou participer à des conférences.

Et surtout, les boursiers sont censés retourner dans leur pays d'origine pour y enrichir la vie intellectuelle, culturelle et politique ainsi que le milieu des affaires.

---

**« Il est maintenant temps de passer à la deuxième étape de ma mission et de rentrer chez moi transmettre mon savoir à d'autres. »**

---

Après plus de 40 ans, ce régime de bourses est un élément clé des activités de coopération des pays du Commonwealth. On compte 500 boursiers du Commonwealth chaque année, et plus de 22 000 anciens boursiers dans le monde entier. Certains d'entre eux sont les premiers titulaires de doctorats de leur pays, et occupent des postes de direction dans divers secteurs dont l'enseignement, la recherche, les affaires et l'administration publique. Le Programme de bourses du Commonwealth se distingue par la réciprocité des mouvements d'étudiants : des Canadiens vont étudier à l'étranger,



par exemple, tandis que des boursiers viennent étudier chez nous en provenance d'autres pays du Commonwealth.

« C'est une belle tradition, fait remarquer Alan Bowker, directeur des Relations académiques internationales au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI). Elle s'inscrit dans le grand mouvement en faveur de la libre circulation des personnes, de l'information et des idées dans le monde. »

« La participation du Canada au Programme de bourses du Commonwealth, le plus important des grands programmes d'études universitaires financés par le MAECI, complète la politique étrangère canadienne, ajoute-t-il. Le Canada fait rayonner son identité dans le monde en aidant des boursiers étrangers, mais il profite aussi de l'apport culturel, des valeurs et de l'expérience des étudiants étrangers chez lui. C'est la dimension humaine de la politique étrangère. »

Sur les 180 boursiers du Commonwealth qui étudient actuellement dans des universités canadiennes, 51 viennent d'une douzaine de pays d'Afrique, et le reste, de 30 autres pays.

En 2002, une étude commandée par le MAECI au sujet du Programme de bourses du Commonwealth et d'un régime semblable offert dans les pays non membres du Commonwealth, appelé Bourses du gouvernement du Canada, a révélé que 90 p. 100 des bénéficiaires estiment que le Canada les a aidés à réaliser leurs aspirations professionnelles. Environ 72 p. 100 retournent dans leur pays après leurs études.

Même quand ils ne rentrent pas définitivement, les boursiers du Commonwealth trouvent d'autres moyens d'acquitter leur dette morale envers leur pays d'origine. Les universités du Kenya ayant été fermées en 1982 lors d'une tentative de coup d'État, Njeri Marekia-Cleaveland, étudiante de première année, a obtenu une bourse qui lui a permis de terminer ses études de premier cycle dans un petit collège privé de l'État de New York.

À l'instigation d'un professeur qui avait reçu sa formation au Canada, elle a alors sollicité une bourse du Commonwealth, qu'elle a obtenue, pour suivre un programme d'études supérieures en environnement à l'Université York de Toronto.

---

**« C'est une belle tradition qui s'inscrit dans le grand mouvement en faveur de la libre circulation des personnes, de l'information et des idées dans le monde. »**

---

M<sup>me</sup> Marekia-Cleaveland a décroché ensuite deux diplômes en droit, l'un en Grande-Bretagne et l'autre aux États-Unis, avant de rentrer à Nairobi enseigner à l'Université Kenyatta au milieu des années 1990. Maintenant mariée à un Américain, elle est spécialiste africaine au Centre international de gouvernance démocratique de l'Université de Géorgie à Atlanta, où elle offre des cours de formation spécialisée à des représentants gouvernementaux de plusieurs pays africains.

Titulaire de prestigieuses distinctions universitaires, M<sup>me</sup> Marekia-Cleaveland affirme que son expérience de boursière du Commonwealth au Canada a façonné sa vision du monde. Elle évoque le choc agréable que fut pour elle le fait de côtoyer à l'Université York, pour la première fois de sa carrière, une population étudiante diversifiée. Au cours des recherches qu'elle a effectuées en Alberta et en Colombie-Britannique grâce à sa bourse, elle a aussi observé des conflits semblables à ceux qui existent dans son pays entre le développement et la protection de l'environnement.

« Quand je parlais d'enjeux urbains dans une optique mondiale, je remarquais que le Canada souffrait des mêmes problèmes que le Kenya, observe-t-elle, et je pouvais voir que certaines des solutions qui fonctionnaient au Canada pourraient également donner de bons résultats au Kenya. »

Son ancien mentor à York, Ted Spence, maintenant conseiller principal du président de l'Université, constate les avantages réciproques des bourses du Commonwealth : « Quelqu'un comme Njeri enrichit l'expérience des étudiants canadiens, tout comme son séjour au Canada l'a elle-même enrichie. »

Malgré les différences entre leurs pays d'origine et entre leurs disciplines universitaires, les boursiers du Commonwealth disent que la valeur de leur bourse dépasse de beaucoup l'expérience des études proprement dites.

M. Olaiya est reconnaissant d'avoir pu poursuivre ses études durant plusieurs années sans interruption, ce qui aurait été impossible dans son pays. En plus d'avoir enrichi son bagage intellectuel, son exposition aux valeurs canadiennes, comme le respect de la diversité des personnes et des idées, a eu un avantage inattendu. « Cela m'a appris l'importance de transmettre à d'autres les bienfaits reçus », estime-t-il. Inspiré par ce qu'il a vécu au Canada, il a l'intention de créer une bourse à l'intention des étudiants nigériens, au nom de son père décédé. ♣

Campus de l'Université York — Les boursiers du Commonwealth y côtoient une population étudiante diversifiée.



**Pour plus de renseignements sur le Programme de bourses du Commonwealth et d'autres régimes canadiens et internationaux de bourses :**  
[www.scholarships-bourses-ca.org](http://www.scholarships-bourses-ca.org)



# JOURNAL D'AFRIQUE

Chaque année, des centaines de jeunes Canadiens travaillent en Afrique dans le cadre de la Stratégie emploi Jeunesse (SEJ) du gouvernement du Canada. Le programme Objectif carrière de la SEJ offre à des jeunes diplômés de niveau postsecondaire âgés de 19 à 30 ans l'occasion d'acquérir une expérience à l'international dans divers domaines dont le développement social, l'agriculture, les médias, les droits de la personne, le commerce et le droit. Par la magie du Web, ces jeunes échangent leurs expériences de travail, observations, difficultés et succès au moyen de journaux et d'exemples de réussite en ligne présentés par le MAECI et l'ACDI. *Canada — Regard sur le monde* vous donne quelques extraits de leur prose au style coloré, qui porte à réfléchir.

**Pour lire d'autres témoignages ou s'informer des débouchés de carrière offerts par le Programme de stages internationaux pour les jeunes de l'ACDI et le programme Jeunes Professionnels à l'international du MAECI, consultez la Zone jeunesse de l'ACDI à [www.acdi.gc.ca/zonejeunesse](http://www.acdi.gc.ca/zonejeunesse) et le site du MAECI à [www.dfait-maeci.gc.ca/yji-jpi](http://www.dfait-maeci.gc.ca/yji-jpi). Pour des renseignements sur la participation d'autres ministères au programme Objectif carrière, consultez [www.jeunesse.gc.ca](http://www.jeunesse.gc.ca).**



**Dan Garrison**  
Victoria (C.-B.)  
Service de logement  
d'eThekwini,  
Afrique du Sud

Durban est une ville incomparable qui a été marquée par l'apartheid jusqu'en 1994. La ségrégation qui y régnait disparaît peu à peu et son centre-ville grouille maintenant de marchés, de vendeurs ambulants et de minibus qui circulent à toute vitesse au son de la musique hip-hop.

Je m'occupe de l'hébergement de personnes atteintes du VIH/sida au Service de logement d'eThekwini. Le VIH/sida est probablement le problème le plus grave de la « nouvelle Afrique du Sud ». Le centre de l'épidémie se trouve dans la province du KwaZulu-Natal, où environ 35 p. 100 des adultes sont séropositifs. Avec des taux d'infection aussi élevés, je m'attendais à voir partout les ravages de la maladie. Étrangement, la vie se poursuit plus ou moins normalement, la seule manifestation de l'épidémie étant le nombre d'enfants dans les rues de Durban. La maladie frappe en effet les adultes de 20 à 40 ans, âge auquel on s'occupe des enfants. On estime ainsi à 470 000 le nombre d'orphelins qu'il y aura d'ici 2010 dans les rues du KwaZulu-Natal. Il faudra, et c'est là un des plus grands défis à relever, leur trouver un environnement communautaire où on saura prendre soin d'eux.

## NOUVELLES EN BREF

### Canada-France 2004

Cette année, le Canada et la France célèbrent le 400<sup>e</sup> anniversaire du premier établissement français en Amérique du Nord, et tous sont conviés à la fête. Ce sera l'occasion pour nos deux pays de marquer quatre siècles de relations suivies, qui remontent à 1604, lorsque Pierre Du Gua de Monts s'est installé à l'île Sainte-Croix avec l'illustre cartographe Samuel de Champlain.

Le Programme Canada-France 2004 vise à promouvoir les intérêts culturels, touristiques et économiques du Canada en France, ainsi qu'à commémorer quatre siècles de découvertes et de dialogue entre les deux pays.

Le Programme comprend des activités variées : une exposition sur le Canada contemporain, présentée à la Cité des sciences et de l'industrie, à Paris; l'aménagement de deux maisons d'interprétation, en Normandie et en Charente-Maritime; un programme de recherche généalogique; la numérisation d'archives communes à nos deux pays; et Cyberexplorateur, une installation faisant appel à la haute technologie.

Au Canada, une exposition de pièces archéologiques de grande valeur, de la période de la Nouvelle-France, aura

CANADA-FRANCE  
1604-2004

CANADA, UN ESPACE POUR L'  
A SPACE FOR IMAGINATION



lieu au Musée canadien des civilisations à partir de juin.

Pour plus de renseignements sur Canada-France 2004 et les manifestations qui s'y rattachent : [www.canada-2004.org](http://www.canada-2004.org)

### Le point sur l'Afghanistan

La démarche 3D (diplomatie, défense et développement) du Canada suit son cours en Afghanistan (voir le numéro 20 de *Canada — Regard sur le monde*).





**Hannah Cooper**  
Westmount (Qc)  
Programme des Nations  
Unies pour le déve-  
loppement, Namibie

La Namibie comprend des terres privées et des terres collectives. Les terres collectives sont administrées par des communes de conservation de la nature regroupant fermiers et familles qui y vivent et qui, parce qu'ils n'en sont pas propriétaires, ont seulement des droits limités sur les ressources naturelles qu'on y trouve.

À la fin de la semaine, ma collègue Sonja, qui travaille pour la Namibia Nature Foundation, m'a amenée à Khoadi Hoas, une commune de conservation où les terres sont d'une aridité extrême. L'un des projets de la commune consiste à minimiser les conflits qui, à cause du manque d'eau, opposent la population et les éléphants. J'ai ainsi visité un des points d'eau que la commune protégera des éléphants et j'ai rencontré les fermiers qui bénéficieront directement du projet. Un éléphant qui a soif est dangereux et n'hésitera pas, comme de nombreux fermiers l'ont appris à leurs dépens, à tuer du bétail, détruire les points d'eau et endommager les propriétés. Grâce à un programme de microfinancement, la commune protégera les points d'eau existants et en amènera de nouveaux réservés aux éléphants.

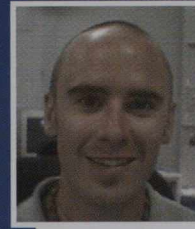


**Geneviève Asselin**  
Bellechasse (Qc)  
CONGEH (projet sur le  
VIH/sida et l'égalité  
des sexes), Cameroun

C'est en voulant faire un petit potager dans la cour avant de notre immeuble que je me suis rendu compte de tout ce que nous, résidents du voisinage, pouvions faire pour améliorer nos conditions de vie.

Il y a un grave problème dans le quartier : on ne s'occupe pas de la gestion des déchets et on ne se rend pas compte de l'importance de l'hygiène. Mon amie et moi avons donc décidé de prendre les choses en mains en faisant du compostage. Nous avons aménagé dans la cour un composteur que nous avons mis à la disposition de tous les gens de l'immeuble. Nous avons ensuite demandé aux autres locataires de nous aider à enlever les ordures et leur avons expliqué qu'il était dommage de les entasser dans un endroit où l'on pouvait faire pousser des légumes. Après des premières réactions de moquerie, de pessimisme et de doute, certains se sont finalement mis à la tâche de sarcler, fertiliser et préparer la terre du jardin.

Résultat de cet effort collectif : nous avons maintenant un potager communautaire où poussent pistaches, cannes à sucre, fèves, melons, patates douces, papayes, mangues et bananes. Et le compostage permet de garder la terre fertile. Voilà un exemple, parmi d'autres, d'initiatives collectives porteuses de changement. Et le changement – comme le développement d'ailleurs – commence chez soi, par la participation des gens au niveau local.



**Graham Willis**  
Toronto (Ont.)  
Ministère de la  
Justice et Cour  
suprême, Cap-Vert

Ce n'est plus qu'une question de jours avant que je termine le travail que j'accomplis ici dans le domaine des droits de la personne. Plus qu'une question de jours avant que les rues poussiéreuses, les sourires édentés, les enfants aux pieds nus, les pavés des rues et les maisons sans eau courante, et Krioulu, ne soient qu'un lointain souvenir. Ils seront loin, si loin qu'ils en deviendront presque fictifs. Je me retrouverai à nouveau entouré de béton, de gratte-ciel, de biens de consommation, de gens froids et cupides qui ne savent pas qu'il existe un endroit où toute la joie du monde se trouve dans un ballon de soccer ou une jante de bicyclette.

Quel est ce lieu qui m'a été si étranger pendant quatre mois, ce lieu où les enfants viennent s'asseoir sur vous lorsqu'il n'y a plus de place dans l'autobus, où un fermier pauvre vous donne son dernier œuf, où la gentillesse et le souci de l'autre n'ont aucun prix?

Tout à coup, je vois l'ignorance du monde et je vois là où elle réside – elle est en moi, dans mon désir de partir d'ici, d'abandonner cet endroit, de repartir vers le monde des grosses affaires, vers une vie faite de sécurité. Quel est le fruit de mes efforts? Qu'ai-je fait? Et ceux qui m'attendent à la maison? Comment leur expliquer cela? Est-ce qu'ils s'en soucieront? En auront-ils le temps? La réalité de mes expériences aura-t-elle un écho? Voudront-ils ouvrir les yeux sur le reste du monde?

Le lieutenant-général canadien Rick Hillier assure désormais le commandement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), déployée sous l'égide de l'OTAN à Kaboul, en Afghanistan. Par ailleurs, un nouveau contingent des Forces canadiennes a pris la relève, permettant ainsi au Canada de poursuivre sa participation à la mission de la FIAS. Celle-ci consiste à aider au maintien de la sécurité à Kaboul et dans les environs, pour que l'Autorité transitoire afghane et les institutions des Nations Unies puissent s'acquitter de leur mandat.

Pour consulter plusieurs nouvelles rubriques et lire des renseignements

récents sur la contribution du Canada en Afghanistan :

[www.canada-afghanistan.gc.ca](http://www.canada-afghanistan.gc.ca)

### En avant pour l'aventure!

Vous pensez travailler, étudier ou voyager à l'étranger? Grâce à un nouveau site Web, Les jeunes... Ça bouge!, lancé par le Service d'aide à la mobilité des jeunes et des universitaires en Europe du MAECI, il est désormais plus facile pour les jeunes de trouver des emplois, des destinations touristiques et des programmes d'études passionnants à l'étranger.

Le XXI<sup>e</sup> siècle offre de nouvelles possibilités aux jeunes Canadiens et Européens qui cherchent un emploi ou

une destination touristique de l'autre côté de l'Atlantique. Le nouveau site Web a pour but de promouvoir les programmes à l'intention des jeunes et des universitaires, aussi bien au Canada qu'en Europe. Il renferme de l'information sur le travail et les possibilités de bénévolat à l'étranger. Il renseigne aussi, entre autres, sur les programmes de stages et d'apprentissage, l'aide financière (y compris les bourses d'études) et les voyages. On peut également y lire des comptes rendus d'expériences vécues par des jeunes à l'étranger.

Pour partir à l'aventure :  
[www.jeunescabouge.gc.ca](http://www.jeunescabouge.gc.ca)





Aidez-nous à tenir nos dossiers à jour. Si vous déménagez, recevez plus d'un exemplaire de *Canada — Regard sur le monde* ou souhaitez annuler votre abonnement, faites les corrections voulues en lettres moulées sur votre étiquette d'adresse et retournez-nous l'étiquette.

Vous pouvez nous communiquer les changements par télécopieur, au numéro (613) 992-5791, par courriel, à l'adresse [rsm-cwv@dfait-maeci.gc.ca](mailto:rsm-cwv@dfait-maeci.gc.ca), ou par la poste, à : *Canada — Regard sur le monde*, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, 125, promenade Sussex, BCS C-2, Ottawa (Ontario) K1A 0G2.

**Bureau de poste :** Prière de retourner cet envoi à l'adresse ci-dessus s'il ne peut pas être livré.

## Scènes de rue

En 2001, à son arrivée à Nairobi, au Kenya, la photographe Tania Turner, originaire d'Ottawa, s'est prise de fascination pour les artisans des rues, dont les créations aux couleurs vives égaièrent le paysage urbain. Elle s'est donc mise à les photographier. C'est ainsi qu'a pu être montée l'exposition de photographies *Wasanii Wa Kenya* (Artisans du Kenya).

Éditrice et archiviste de photographies à Nairobi, M<sup>me</sup> Turner explique que c'est son intérêt de longue date pour les créateurs et leurs œuvres qui l'incite à explorer leurs milieux. « Contrairement à de nombreux artistes canadiens, les créateurs kényans travaillent en public, souvent dans des ateliers à ciel ouvert ou aménagés sur la voie publique, raconte-t-elle. Cela permet de dialoguer avec eux et de voir comment ils transforment le bois en remarquables sculptures, le papyrus en mobilier, les perles en œuvres d'art et en parures, le nylon en corbeilles aux couleurs joyeuses et le verre recyclé en pièces murales étincelantes. »

- 1 Mary Wanjiru  
Tapis de laine
- 2 (de gauche à droite) Martin Joroge  
et Samuel Njoroge  
Pots en terre cuite peints
- 3 (de gauche à droite) Nasieku Shakuru,  
Naisoi Roshia et Talash Ngai  
Colliers de perles
- 4 John Kiongora  
Sculpture sur bois
- 5 Amos Wanchira  
Vitrail
- 6 Mutheu Mwangangi  
Paniers tissés

